le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Battue sociale

Les patrons se lâchent

M 02137 - 1518 - F: 2,00 €
2 €
ISSN 0026-9433

« C'est entendu je hais le règne des bourgeois
Le règne des flics et des prêtres
Mais je hais plus encore l'homme qui ne le hait pas comme moi
De toutes ses forces. »
P. Éluard

hebdo n° 1518
du 29 mai au 4 juin 2008

Sommaire

Les 35 heures dans l'collimateur, par J.-P. Levaray, *page 3*

Travail social, les stagiaires spoliés, *page 5*

L'autruche cherche des poux, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Économie sociale exsangue, *page 7*

On va à **la catastrophe...** par Paco, *page 9*

... Misère du **catastrophisme,** par P. Pelletier, *page 11*

Message de **Kanaky,** par G. Bounoure, *page 14*

Loin de Chavez, les **anars au Venezuela,** *page 15*

Italie, la réaction en pleine forme, par B. Cibille, *page 17*

Anarchie toujours, par P. Pelletier, *page 18*

Anars et syndicalistes à l'heure de l'Occupation, par T. Porré, *page 19*

Le petit dernier de **Levaray,** par Paco, *page 20*

La p'tite vie du grand **mouvement,** *page 21*

La **Radio** de rêve, *page 22*

L'Agenda comme vous n'avez jamais osé l'espérer, *page 23*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^os^	20 €	27 €
6 mois, 25 n^os^	38 €	46 €
1 an, 45 n^os^	61 €	77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 n°s 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

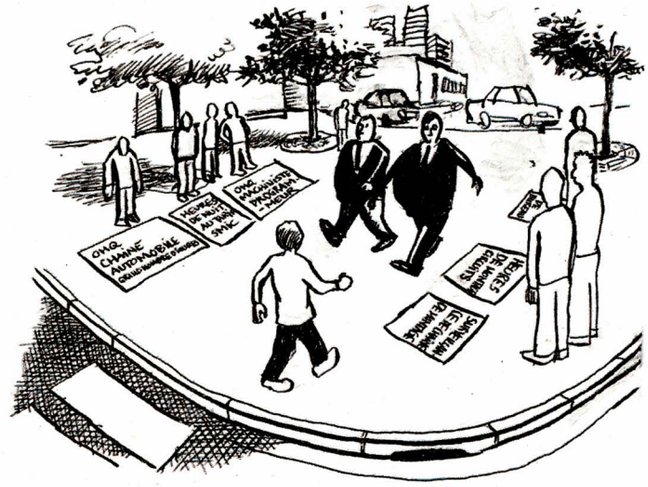
Editorial

Ils veulent tout et tout de suite

Les débats initiés à l'occasion du dixième anniversaire des 35 heures montre à quel point tous ces théoriciens du devenir de notre planète et de ses habitants ne nous considèrent que comme des marionnettes actionnées par les ressorts gluants de la sociologie. Certains, sincères et de bon vouloir, pour nous aider à prendre conscience de la réalité de l'impact sur notre environnement de l'activité industrielle qu'entraîne l'utopie capitaliste, tâchent de faire ressortir l'aspect dramatique des dérèglements climatiques qui nous menacent. Sans proposer de solution satisfaisante.

D'autres, tout aussi conscients de l'impasse catastrophique vers laquelle nous mène leur économie de croissance, tentent de s'ériger en grands maîtres des rapports sociaux. Leur solution, c'est l'exploitation ! La mise en règle des classes sociales. Leurs moyens, la répression par la police, l'armée... Un triste exemple se montre à nous ce week-end, par la mort d'un « homme du voyage », abattu comme un chien errant par un gendarme maladroit. Il faut dire que, avant ça, cet homme menotté a sauté du deuxième étage, franchi un portail de deux mètres de haut pour finir par grimper à un arbre. Les séries américaines sont dépassées... Ho, Mona-Lisa Klaxon, range ton trombone !

Il n'existe pas de croissance durable, car la croissance est une fonction qui tend vers l'infini, autrement dit : le chaos ! Après avoir gagné, par les 35 heures, la flexibilité et l'annualisation du temps de travail, nos patrons veulent maintenant abolir la réglementation du temps de travail. Travaillez plus, voici leur mot d'ordre envers ceux qu'ils dominent, afin de produire plus. La productivité suit la même courbe, non seulement que celle du réchauffement climatique, mais aussi de la pollution chimique, inverse de celle de la biodiversité. On en demande de plus en plus à ceux qui, pour survivre, sont contraints de louer leur force de travail. Mais les conditions sociales, elles, depuis longtemps, ont pris le lourd chemin de la décroissance. Les retraités sont maintenant dans le collimateur des grappilleux de l'économie libérale, âpres à paupériser ceux que le marché ne peut plus exploiter. En Italie, le chantre de cette économie libérale déréglementée se fait réélire pour la quatrième fois ! Comme quoi il ne faut pas compter sur les élections pour faire avancer les choses socialement. Celui-ci a tenu son premier Conseil des ministres sur le tas d'ordures qu'est devenue la ville de Naples gangrenée par la camora. Nauséabond ! Ces salops vont faire régner leur ordre sur le monde entier, avec la complicité des différentes sectes et religions qui règlent la destinée de leurs ouailles de leur naissance à leur mort.



LES BIFFINS DU SALARIAT

Jean-Pierre Levaray

C'EST COMME UN JEU, mais c'est toute une stratégie. Un jour vous avez cette fripouille de Devedjian (vous remarquerez que je reste poli avec cet individu qui ne mérite que la corde pour le pendre) qui fait le méchant, qui dit qu'il faut casser les 35 heures. Et, tout de suite après, vous avez Xavier Bertrand qui vient expliquer que c'est hors de question. Il y a même Sarkozy qui en rajoute une couche pour dire qu'il n'est pas question de toucher aux 35 heures : « c'est le plancher ». Lui ce qu'il préconise c'est de monter le plafond, pour travailler plus (c'est bien une idée de patron ! Comme si on avait que ça à faire).

Idem, alors que les retraites sont sur le tapis, alors qu'on veut nous imposer de cotiser plus longtemps encore pour avoir une pension de retraite de plus en plus faible, alors que ça gronde un peu dans les rues, voilà que Laurence Parisot nous fait dans la provoc et déclare que la retraite devrait commencer à 63 ans et demi. Le gouvernement aura beau jeu de dire que 61 ans (pour l'instant) c'est mieux.

Stratégie hyper connue du gentil et du méchant. On connaît la recette, on a souvent vu ça au cinéma, dans les polars : le flic méchant suivi du flic débonnaire qui obtient ce qu'il veut.

Ça a le mérite d'occuper la presse aux ordres qui, de TF1 à France Inter, en passant par *le Monde* et *le Figaro*, en rajoute, cherche la petite phrase, mais qui ne fait qu'obéir aux injonctions des patrons et de l'État.

Parce qu'il faut « réformer ». C'est ce qu'ils nous disent à longueur de temps, comme une litanie, comme un slogan qu'il faut asséner pour que ça nous rentre bien dans la tête. Sauf que ces réformes, présentées comme seule solution pour sortir du marasme, ne touchent que les pauvres et les salariés. C'est une véritable guerre de classe qui se déroule actuellement, et ce sont les patrons, les possédants, les capitalistes (oui, je sais, ces mots ne sont plus à la mode aujourd'hui) qui mènent le combat contre nous et qui, pour l'instant, gagnent. Les attaques se sont même accélérées depuis l'avènement de Sarkozy.

Et ce n'est pas fini, les revendications du Medef et consorts ne s'arrêteront pas là. Ils en veulent toujours plus :

Suppression de la durée légale du travail, remise en cause du droit de grève, disparition programmée des services publics… j'en passe et des meilleures.

Ce qu'ils veulent ce n'est pas notre bien-être (même si c'est ce qu'ils nous vendent à longueur de publicités), c'est pressurer les pauvres, taper sur les salariés et salariées et privatiser… Retour à la case départ et au XIXe siècle ou à la situation actuelle en Chine. Pour ce que je connais le mieux, les actionnaires de Total ont vu leurs dividendes augmenter de 120 % en six ans et le PDG de ce même groupe s'est royalement octroyé 33 % d'augmentation pour cette seule année.

Ça fait des années que nous subissons des attaques de tous côtés et que nous y perdons des plumes à chaque fois. Nos capacités de résistance ne sont plus à la hauteur des attaques et ça fait un moment qu'on sait qu'il va pourtant falloir passer à une offensive plus forte et plus violente. Quelques sursauts ont permis de contenir leurs envies (2003, CPE…), mais tant que la lutte ne sera pas à l'ordre du jour on ne peut être sûrs que d'une chose, c'est qu'on va perdre.

Ce ne sont pas les journées d'actions à répétition qui vont changer la donne, même si on se retrouve plutôt nombreux dans les rues. Il faut que la peur change de camp, bloquer l'économie, occuper (et lancer) le pavé, ne plus se contenter de grévettes (surtout quand on entend quelques pontes de la CFDT préconiser de poser des RTT pour aller manifester), mais bien aller vers la grève générale (la vraie) et leur en foutre plein la gueule. Non mais!

Ils veulent tout, tout de suite, mais qu'on leur botte le cul!

J.-P. L.

Errata

Dans le numéro précédent du *Monde libertaire*, deux erreurs de mise en page ont hélas amputé deux textes (« Liquidation », de Laurent Ott et « Par-delà les pixels », de Yasmina M. et Pierre G.). Nous le regrettons et présentons toutes nos excuses aux auteurs ainsi qu'à nos lecteurs en restituant ci-après les passages tronqués. En souhaitant vivement qu'il nous sera beaucoup pardonné au lendemain du grand soir.

La rédaction

Liquidation

En finir avec l'Éducation nationale

« L'école connaît maintenant depuis vingt ans un double mouvement qui vise officiellement à la sacraliser, d'une part, et à la liquider en réalité de l'autre.

Ainsi on n'a plus cessé, depuis le ministère de Chevènement (qui a constitué une véritable rupture dans les orientations de l'école), de vanter l'école, de la flatter, de célébrer les « hussards noirs », et de multiplier les intentions de « la sauver ».

On ne compte plus les ministres qui se sont engagés dans la voie de la restauration de l'autorité perdue des maîtres, de l'efficacité perdue de l'école de la IIIe République, de l'orthographe rêvée des âges anciens, et des leçons apprises par cœur. […] »

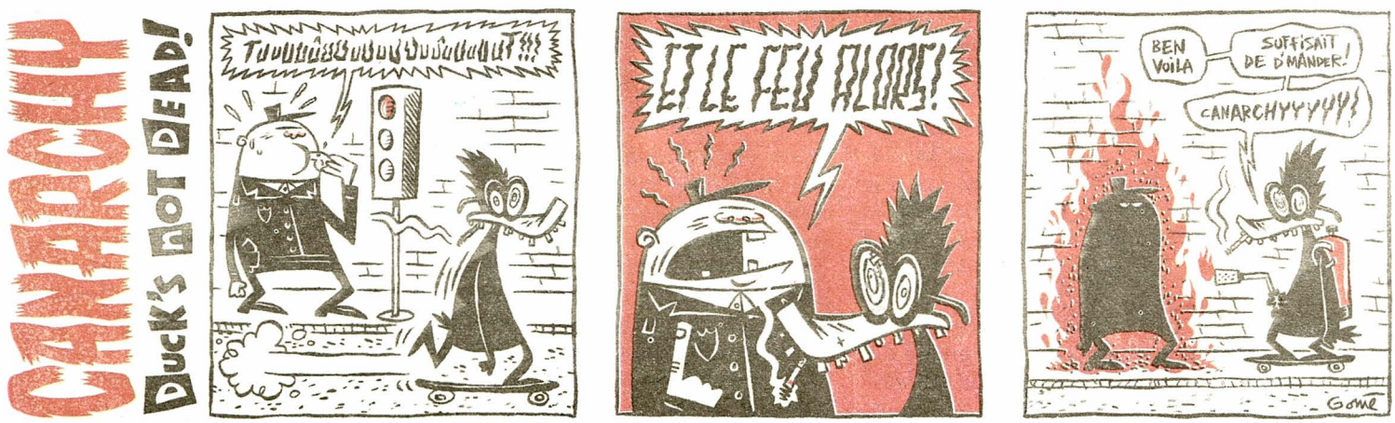
Laurent Ott

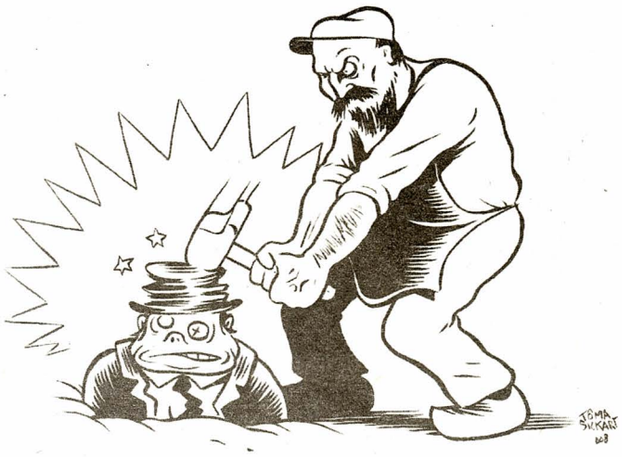
Par-delà les pixels

psychanalyse politique de la télévision

« […] À force de traquer le scoop et l'émotion, de vouloir mettre le réel en boîte, de parler d'elle-même, la TV falsifie, anéantit, ment, corrompt, manipule, influence, « décervelle ». Ce brassage de vide n'est pas sans raison ni coupable : R. Dadoun dénonce l'attachement des « PAP, producteurs-animateurs-présentateurs » au pouvoir (le leur et celui des dominants), à leur carrière, à l'argent tout-puissant. Pour annihiler tout ce que l'outil télévisuel pourrait apporter de connaissances, de réflexions, de rêves, de rires et de plaisirs, ces vedettes et experts autoproclamés et corrompus s'appuient sur le mensonge, la starification, la compétition, l'émotion sordide, le rire gras et vulgaire, le sexy consommable, la peur, la distribution d'argent, le racisme. Illuminé par cette messe cathodique permanente, le téléspectateur est plongé en extase devant un sordide Dieu TV, tout-puissant et avilissant. Le sensationnel, l'obscène, le formidable, au sens étymologique, amènent fascination et soumission devant cette grande mafia maquillée, ignare et bonimenteuse. L'information et les savoirs sont pris en otage par les patrons de chaînes (le Fric) et les politiciens (le Pouvoir). […] »

Yasmina M. et Pierre G.





Stagiaires en travail social

Gratification à double tranchant

La gratification des stagiaires en travail social est rendue obligatoire pour les stages de plus de trois mois, dont la convention a été signée à compter du 2 février 2008, par le décret du 31 janvier 2008. Les modalités d'application de ce décret viennent renforcer les inquiétudes légitimes des travailleurs sociaux en formation, car sa mise en œuvre est à double tranchant, pour plusieurs raisons.

En effet, l'instauration de cette gratification des stages révèle une profonde inégalité. Seul le secteur associatif est tenu de verser une gratification aux stagiaires qu'il accueille alors que les services de la fonction publique ne sont pas concernés, sans que cela soit justifié. En outre, le surcroît budgétaire qu'entraîne pour les associations l'obligation de gratifier les stagiaires rendra impossible pour les étudiants en travail social de trouver des stages dans le milieu associatif.

Par ailleurs, la circulaire de la DGAS ne fournit aucune indication précise sur les modalités de prise en charge financière de la gratification. Elle avance simplement le fait que les collectivités territoriales et les centres de formation doivent être mis à contribution. Le financement par le biais des collectivités territoriales soulève certaines interrogations portant sur les conditions qui pourraient être imposées aux associations, en contrepartie de l'octroi d'enveloppes budgétaires, ce qui aurait comme effet possible de renforcer le clientélisme local. De plus, les disparités en termes de moyens qui existent entre les régions ne feraient que placer les étudiants face à une nouvelle inégalité, géographique cette fois.

Ensuite, la rétribution directe du stagiaire par l'institution qui l'accueille risquerait, de fait, d'instaurer entre eux une relation quasiment salariale et donc de créer un lien de subordination. Ce qui accentuerait les dérives déjà existantes qui, souvent, considèrent les stagiaires comme de la main-d'œuvre d'appoint. Assujettir le stagiaire en travail social à son terrain de stage, c'est appauvrir la qualité de l'expérience qu'il pourrait en tirer.

Rappelons aussi que le montant de cette gratification est plafonné à 398,13 euros, soit nettement moins que le seuil de pauvreté. Comment imaginer que les étudiants puissent vivre et couvrir les frais directs ou annexes de leur formation avec un si faible revenu ? Donc, même si cette mesure est dans son principe positive, elle est du point de vue financier également insatisfaisante et ne règle pas la question de la précarité.

La fédération CNT santé social & collectivités territoriales considère que c'est à l'État, initiateur de cette mesure, de prendre ses responsabilités et de financer les gratifications de manière déconcentrée, dont l'octroi serait en dernier ressort confié à un tiers. De plus, la gratification des stagiaires doit être appliquée au secteur public dans les mêmes conditions que dans le domaine associatif, puisque rien ne vient justifier cette inégalité de traitement. Enfin, cette gratification doit concerner l'ensemble des étudiants en travail social, indépendamment du diplôme préparé, notamment les moniteurs éducateurs.

CNT, Fédération santé social & collectivités territoriales

Quand l'autruche éternue. .

Manager sa monture

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? Bonne nouvelle pour les canards, le Mégret quitte la basse-cour. Pressé par sa maman d'enfin gagner sa vie et de voler de ses propres ailes rognées, Bruno Mégret décide d'en finir avec la luthomiction[1] qui constituait, ces derniers temps, l'essentiel de son activité. **« J'ai le sentiment du devoir accompli. Je ne regrette rien »**, lance-t-il aux rares personnes que cela intéressent encore (sa femme, et leurs 78 enfants.) Bref, un facho s'efface, ça peut pas faire de mal, même s'il était tout petit : la semaine commençait plutôt bien.

Il a fallu que Devedjian nous le gâche, ce début de semaine ! Paupières baissées, narines dilatées, groin dressé tel un dogue prêt à l'attaque, il aboie : **« Au bout de dix ans de 35 heures, on a droit à une remise de peine, non ? »** Ah ah ! Excellent Patrick ! Et de se prononcer pour la fin de la durée légale du travail. Clap clap clap et bis ! couine la Parisot, dont c'est le cheval de bataille. Là-dessus, pas si vite, répond Sarkoléon. Les niquer, oui, mais petit à petit, sinon ils risquent de s'en rendre compte. Désavoué en place publique, Devedjian – dont le nom, selon mon pote Moktar, signifierait « le fourbe aux yeux de fouine cocaïnée » – Devedjian donc, ne se démonte pas : **« Mon rôle à l'UMP, c'est d'être en avant-garde du gouvernement. »** Bref, de dire tout haut ce que Sarko fera plus tard. Écoutons donc « l'avant-garde », nous saurons comment le loup compte nous croquer.

Mais fort heureusement pour nos miches, quand sonne le bocson, démantibulation de tous les droits acquis, un homme se dresse, qui nous défend. Son nom ? Il le signe à la pointe de l'épée, d'un D, qui veut dire maire de Paris… Delanoë ! Baisons ses mains, couvrons-le d'or, de myrrhe, d'encens ! Bertrand Delanoë, qui vient de commettre un évangile. Son titre ? **« De l'audace ! »** Audacieux. Présomptueux, vous dites ? C'est vrai que le point d'exclamation, il fallait l'oser ! Mais dans ce bouquin Bertrand ose tout ! **« Il faut briser les idoles »**, exige-t-il d'emblée, sans cependant parler de ce qu'on doit faire du veau d'or. Plutôt, si, il en parle : **« Je suis libéral ET socialiste »**, claironne-t-il, insistant sur l'ordre des mots. Ok, ça veut dire quoi ? Ça veut dire **« plus de souplesse pour l'entreprise. »** Encore ? Mais à force de l'assouplir, ne craignez-vous pas, monsieur le maire, que l'« entreprise », comme vous dites, ne finisse flasque et ramollie telle une vieille fille de foyer club pratiquant le yoga et l'aérobic ? Peu importe, répond Bertrand D., **« nous devons être des managers. Des managers de l'espoir ».** Car il est bien connu que qui veut aller loin manage sa monture.

Pour rester dans le registre de la métaphore hippophile, penchons-nous un instant sur la dépouille de d'Estaing, Valery Giscard de son prénom, vieille ganache même plus bonne pour la boucherie. Giscard qui se rendit à son propre chevet, le lundi 19 mai, célébrant, au milieu d'un troupeau de légionnaires, le 30e anniversaire de l'assaut sur Kolwezi, qu'il qualifia de **« dernière grande victoire de l'armée française »**, soulignant, au passage, l'âpreté des combats livrés contre un troupeau de chèvres hébétées. Honneur, gloire et beauté au 4e régiment des parachutistes caprinophages !

Frédo Ladrisse

1. Action de pisser dans un violon.

. . c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

Malvenue au pape à Gênes

Un millier de militants anticléricaux ont manifesté samedi après-midi à Gênes alors que le pape Benoît XVI arrivait en avion dans cette métropole de l'Italie, a constaté l'AFP. Les manifestants, rassemblés dans un quartier excentré près du port industriel de Gênes, ont défilé dans le calme pour défendre « la liberté, les droits, la laïcité » contre les « ingérences quotidiennes du Vatican dans le débat public et la vie politique italienne ». Les manifestants de Gênes, répondant à l'appel de la « fierté laïque », un collectif d'associations d'extrême gauche et de défense des droits des femmes et des homosexuels, ont notamment dénoncé la condamnation réitérée lundi par Benoît XVI de la loi italienne sur l'avortement. Le pape a estimé que cette loi adoptée il y a trente ans avait provoqué une « blessure » toujours ouverte dans la société.

Soutien au Dr Remark

Condamné pour avoir défendu le droit aux soins et à la protection d'un de ses patients étranger réfugié, le docteur Francis Remark (psychiatre) a fait appel de la décision du Conseil de l'ordre des médecins. Il sera convoqué le 11 juin au siège du Conseil national, 180, boulevard Haussmann, à Paris. Pétition sur : http://www.lapetition.be/en-ligne/soutien-au-docteur-f-remark-2323.html

Manifestation à Bruxelles

Le projet de directive européenne, qui fixe des normes communes applicables à l'expulsion des immigrants clandestins, suscite une vive polémique à Bruxelles. « Non à la directive de la honte », proclamaient, mercredi 7 mai, des centaines de manifestants rassemblés devant le Parlement européen à l'initiative d'un collectif d'associations qui refuse une « logique répressive et sécuritaire », contrairement à l'affirmation de la Commission qui la présente comme « une politique de retour efficace, composante indispensable d'une politique migratoire crédible et bien gérée ».

No pasaran

Les identitaires avancent dans les rues, les facs, leurs idées progressent : c'est une dure réalité. Qui n'a pas vu leurs affiches, leurs autocollants dans nos villes, leur propagande sur Internet et leurs tracts… Et ceci pose pas mal de problème pour les militants libertaires, nos camarades punks et redskins, trop souvent oubliés pour leur militantisme et victimes des fafs. Nous savons tous que les mouvements d'extrême droite entretiennent des rapports très étroits avec les catho nationalistes du Renouveau français, les NR du bloc identitaire, ainsi qu'avec les pseudo-païens odinistes de Terre et peuple et autres Boneshead. Aux libertaires de s'organiser contre leur retour en force.

Contre l'homophobie

Une dizaine de militants d'Act Up-Paris et du Comité de la journée internationale contre l'homophobie (Idaho) ont été interpellés devant l'Élysée et retenus quatre heures au commissariat du 8e arrondissement de Paris. Vêtus de tee-shirts noirs portant les noms de pays réprimant l'homosexualité, les activistes manifestaient contre la non-reconnaissance par la France de la Journée internationale contre l'homophobie du 17 mai. « Ne pas reconnaître la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie, conclut Act Up-Paris, c'est nier la réalité des persécutions subies, c'est cautionner les exactions commises, et leurs nombreuses conséquences, en termes de santé et de discriminations. »

Hôpital privé

Le plan hôpital public 2007-2012 est censé responsabiliser les acteurs de santé en développant les outils de contrôle de gestion. Nul soignant ne saurait aller contre cette volonté. Mais le maître mot de l'hôpital public se résume désormais à un acronyme de trois lettres, ASP : activité, stratégie, et performance. En filigrane se profile le passage de l'« hôpital entreprise » vers l'hôpital comptable, placé sous le joug de la tarification à l'activité, d'une confrontation directe avec les cliniques privées dans une obsession à combler les déficits.

Sans-paps

Act-UP Toulouse a réussi à faire libérer une personne sans papiers détenue au centre de rétention de Cornebarrieu grâce à un contact au ministère de l'Immigration et à un dossier très complet transmis par la Cimade. Il y a encore des gens bien dans ce pays !

Sans-paps (bis)

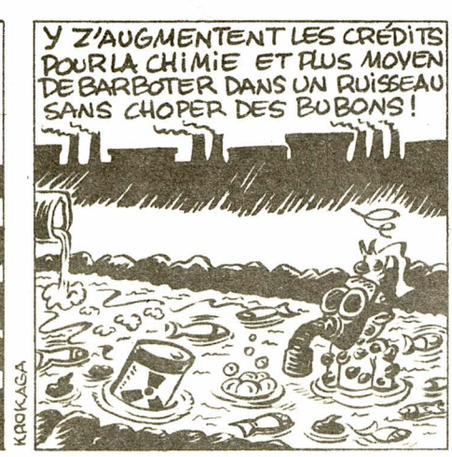
« Anis, un tunisien de 21 ans en situation irrégulière, vient d'obtenir un titre de séjour après avoir sauvé la vie d'une dame de 96 ans, prisonnière des flammes dans son appartement de Villejuif. » Si ce sont les conditions requises pour être régularisé, il va falloir s'accrocher !

Franchises médicales

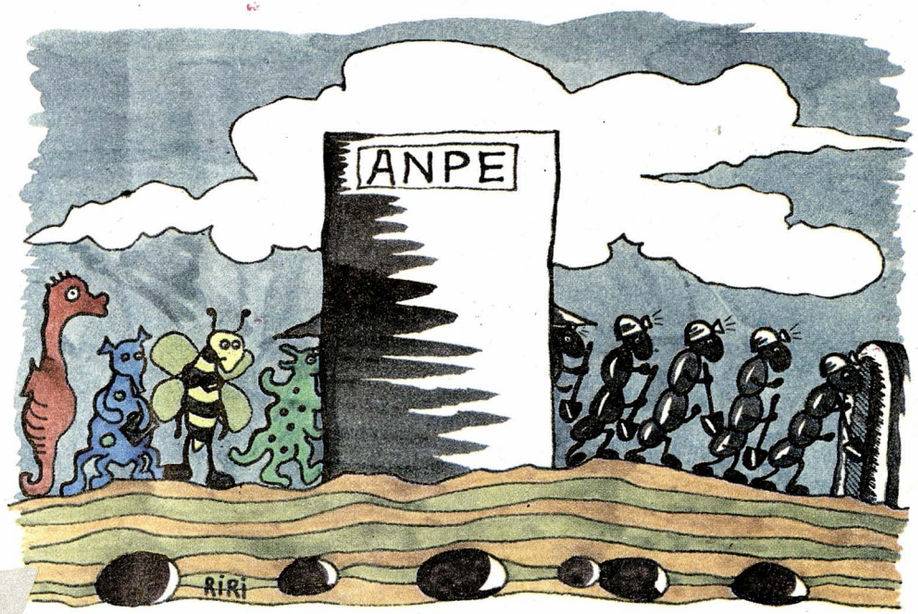
Bruno-Pascal Chevalier, malade du sida, a mis fin à la « grève des soins » qu'il menait depuis plusieurs mois contre la mise en place des franchises médicales. Il continue sa lutte en créant un « mouvement pour une santé solidaire ». Des actions de « sensibilisation » ont réuni à chaque endroit quelques dizaines de militants, qui ont distribué des tracts aux usagers aux abords des caisses de Sécu et leur ont fait signer une pétition contre les franchises médicales « déjà signée par plus de 600 000 personnes », selon les organisateurs.

Sida

Selon Act-Up Paris, après 25 ans d'épidémie, 70 % des malades du sida dans le monde n'ont toujours pas accès aux médicaments.



De l'art des mensonges comme beaux-arts



Jacques Langlois

Le gouvernement sarkozyste est en train de pondre la loi de modernisation de l'économie (LME). Sa disposition principale est de libérer la concurrence en ouvrant la liberté d'installation des super et hypermarchés (ou petits commerces!) contre les lois Galland, Raffarin et Royer et en ouvrant une négociation entre fournisseurs et grandes surfaces pour les produits et les prix, sans contreparties pour les fournisseurs. Le but est évidemment de renforcer le pouvoir d'achat des ménages par la diminution des prix qui en résulterait, car les prix français sont bizarrement 5 % plus élevés que les prix européens, ce dont bénéficient les frontaliers. Dans son esprit intrinsèque, il s'agit d'une mesure libérale classique, la concurrence étant le meilleur système d'allocation des ressources et le taon (mouche du coche) de la baisse des prix. Cette solution est présentée comme une mesure sociale à destination de la hausse du pouvoir d'achat du bon peuple étranglé par la grande distribution et les firmes agro-alimentaires.

Pourtant les gouvernants actuels devraient savoir que la France dispose déjà du meilleur ratio de supermarchés par habitant, et de loin. La cherté n'est donc pas l'effet de la rareté des magasins; c'est plutôt la conséquence d'une attribution politicienne (et sûrement intéressée) des droits d'ouvrir des grandes surfaces, notamment contre les magasins *low cost*, ce qui produit que, en de nombreux endroits, le distributeur, camouflé derrière des enseignes différentes, est le même y compris pour les magasins *low cost* à condition qu'ils soient affiliés à la même chaîne d'hypermarchés. Les firmes de distribution, ayant payé de forts dessous de table aux politiciens (à la faveur des commissions d'attribution des espaces commerciaux) pour obtenir le droit d'ouvrir, cherchent alors à récupérer leur mise par les prix de vente élevés et les coûts d'achat minorés. Mais, surtout, de façon générale, hyperlibéralisme financier oblige, elles cherchent à maximiser leur rente. C'est aussi un effet de la concentration des centrales d'achat (au nombre de cinq en tout) qui sont à même d'obtenir dans une négociation inégale des rabais, souvent contre des prestations fictives appelées marges arrière (lesquelles vont être interdites par la LME; elles devaient être répercutées sur les consommateurs d'après la loi Chatel qui est ainsi supprimée avant même d'avoir été exécutée!) de la part des fournisseurs, rabais qu'elles empochent pour l'essentiel en vue d'une rentabilité accrue et maximale.

La cherté est donc une conséquence directe des exigences de rentabilité au sein de la concurrence mondiale et en fonction de la rapacité des propriétaires des grandes surfaces. La LME va donc en fait mettre face à face des distributeurs coalisés et munis de cinq centrales d'achat oligopolistes (et souvent associées pour faire pression sur les fournisseurs) et des fournisseurs dispersés, faibles, hormis les grandes firmes comme Danone ou Nestlé. Il est à craindre que ce pouvoir renforcé alors

par la LME pour les chaînes d'hypermarchés ne conduise à une faible baisse des prix pour les consommateurs (les experts parlent de 2 %) et à une rente accrue pour les distributeurs. Tout ce qu'on peut espérer, c'est le développement de magasins *low cost*, en eux-mêmes hyperdangereux pour les salaires, le syndicalisme et les conditions de travail comme le montre tous les jours la chaîne Wal Mart. Car, en même temps, le système LME conduira les fournisseurs à délocaliser, à sous-traiter pour serrer les coûts de production, à visser le personnel, donc à la fois à une baisse des salaires et à des licenciements. D'un côté, la libérale LME conduirait à une faible baisse des prix de vente, de l'autre elle amènerait à une baisse des salaires, notamment par l'augmentation de « l'armée industrielle de réserve » victime des délocalisations et de l'affaiblissement des prestataires et des fournisseurs. Qu'y trouve le pouvoir d'achat puisqu'il gagnerait un peu d'un côté à court terme et perdrait beaucoup de l'autre à plus long terme ?

Par ailleurs, si baisse des prix il y a, ce qui est plus que problématique puisqu'une réglementation des prix est exclue par un gouvernement hyperlibéral et que les firmes agro-alimentaires et même la FNSEA hurlent déjà à l'interventionnisme en faveur des grandes surfaces, le sarkozysme oublie qu'il s'agit d'un fusil à un seul coup et à tirer dans les coins et que, à long terme, on se retrouvera devant le problème précédent, à savoir tout pour le profit et rien pour les salaires et le pouvoir d'achat. L'idée sous-jacente est simple : avoir un meilleur bilan en 2012, le temps que la LME décante, pour pouvoir reconduire la majorité de droite et l'hyper-président.

Encore plus pervers et vicieux est le coup de porter de 54 % à 60 % le taux des pensions de réversion en 2012. Quelle bienveillance sociale en faveur des pensionnées veuves (parfois veufs), quelle générosité sociale montrant que le gouvernement se soucie des sans-grade ! Il faut savoir que par suite des mesures Balladur dans le privé (en 1993, moyenne des vingt-cinq meilleures années au lieu des dix, indexation sur les prix et non sur les salaires) le taux de remplacement d'un salaire par une retraite va passer de 74 % en 2000 à 64 % en 2040. Soit douze points de moins à comparer aux six points de plus dans la réversion : déficit six points. Quelle générosité ! Et encore cette différence ne tient pas compte du petit jeu gouvernemental et statistique sur l'inflation. Il est simple et peu visible à court terme. Il suffit, grâce à l'organisme compradore gouvernemental, à savoir l'INSEE, de minorer systématiquement la hausse réelle des prix. Car cet indice fantoche ne tient guère compte des dépenses contraintes : loyers, essence et transports, impôts, électricité, gaz, fuel, assurances, etc. qui pèsent sur les ménages les plus pauvres, les locataires et les éloignés de leur lieu de travail. Bien mieux, le gouvernement triche avec l'indice pourtant officiel. Ainsi, les tranches d'impôt sur les revenus 2007 n'ont été relevées que de 1,6 % alors que l'inflation INSEE a été au moins de 2 (2,7 en année glissante d'octobre 2006 à octobre 2007), ce qui, automatiquement à revenu augmenté de plus de 1,6 vous fait augmenter votre impôt sans pouvoir d'achat supplémentaire. Bien mieux encore, l'inflation minorée est une rente pour l'État. En effet, supposez 5 % d'inflation à laquelle s'applique la TVA à près de 20 % ; cela veut dire que ledit État va toucher 1 % de plus (20 % de 5). Enfin, avec l'inflation retrouvée et cachée, la dette de l'État s'amenuise d'autant. Ce qui est aussi profitable aux accédants à la propriété. C'est donc en plus une faveur accordée aux plus aisés, ceux qui peuvent accéder à la propriété.

Le gouvernement va faire passer par décret (suite aux réformes Fillon de 2003, lesquelles prévoyaient que le passage à 41 ans de cotisations dépendaient d'évolutions ; or il y en a eu : un taux de fécondité bien plus élevé que prévue, 5 milliards de déficit et un allongement prévu de la durée de vie) à 41 ans le nombre d'annuités pour une retraite complète. Parallèlement, le taux d'emploi des 55-64 ans n'est que de 38 %, record d'Europe. Et, hypocritement, l'âge officiel de la retraite est maintenu à 60 ans. Songez qu'un jeune cadre diplômé ou un BTS commence sa carrière vers 23-24 ans. Plus 41, cela fait 64-65 ans pour avoir une retraite complète alors qu'il sera viré bien avant. Le but réel est donc déjà sur cet aspect une diminution des retraites. C'est que les entreprises virent les vieux considérés comme moins productifs, moins souples, plus chers.

La loi Delalande, qui faisait payer une grosse pénalité aux entreprises licenciant un plus de 55 ans a été supprimée. Si le 38 % perdure, cela signifie simplement que le taux de remplacement du salaire par une retraite va baisser encore plus. Mais le gouvernement hyperlibéral annonce en regard à cela une législation pour obliger ou inciter les entreprises à garder les vieux. Gageons que cette volonté hypocrite débouchera sur des engagements volontaires des firmes et entreprises, c'est-à-dire sans contraintes réelles.

Mais ce n'est pas tout. Il y a lieu de considérer que les carrières sont de plus en plus discontinues, agrémentées, si j'ose dire, de périodes de chômage n'ouvrant pas droit à des droits à retraite. Quarante et un ans de cotisations pleines conduisent donc automatiquement à des 45 ans, par exemple, de travail. Sinon, la retraite baisse en proportion des annuités manquantes. La flexisécurité récemment adoptée par les partenaires sociaux ne concerne que la suite des droits à formation, à assurance-chômage et à la Sécurité sociale maladie pendant le chômage et avec reprise des droits par le nouvel employeur. Elle ne concerne en rien un maintien des droits à retraite par compensation des cotisations perdues lors des périodes de chômage.

Il faut donc s'attendre avec une telle politique libérale camouflée en souci social à une baisse très importante des niveaux de retraite et à la réapparition des vieux pauvres, très pauvres. Ce à quoi le gouvernement objecte dans ses grandes préoccupations sociales que le minimum vieillesse (628 euros pour une personne seule, 600 000 bénéficiaires actuels) sera augmenté de 20 % en 5 ans. C'est loin de couvrir les baisses antérieures à francs constants et les baisses futures compte tenu de l'inflation à 2,7 % par an qui s'installe. Par ailleurs, il y a plus de 2 millions de petits retraités, non concernés par le minimum vieillesse qui eux vont continuer de perdre du pouvoir d'achat par le biais d'une indexation des retraites sur une inflation sous-évaluée et par la suite d'augmentations en retard sur ladite inflation. Ainsi, le gouvernement prévoit une rallonge (on n'en sait pas le taux) du 1,1 % accordé début 2008 en septembre, soit un an après le passage de l'inflation à 2,7 %.

Un dispositif pervers supplémentaire est annoncé par le gouvernement : l'obligation de l'intéressement des salariés, y compris dans les PME et les PMI (c'est la nouveauté par rapport à la participation gaullienne) aux bénéfices de l'entreprise. C'est le prototype même des mesures hyperlibérales. En effet, le salarié sera ainsi coincé : soit vous acceptez une absence d'augmentation de salaire pour que l'entreprise développe ses bénéfices dont vous aurez une partie grâce à l'intéressement, soit vous refusez et vous n'aurez rien. Par ailleurs, il va de soi que l'intéressement ne sera pas soumis à des cotisations sociales, notamment pour la retraite, ce qui diminue les ressources de la SS. Ce n'est pas nouveau, sauf que c'était le fait des grosses entreprises. Les salaires stagnant, sous prétexte de revenu supplémentaire lié à l'intéressement évidemment non compté dans les droits à pension, diminueront le montant des retraites.

C'est exactement comme pour les heures supplémentaires détaxées : elles n'ouvrent pas droit à des points de retraite et elles permettent de refuser les augmentations salariales de base au profit d'un travailler plus pour gagner plus maintenant, mais pour perdre un maximum dans les droits à pension après. Et ces manipulations d'obédience hyperlibérale sont présentées comme des bienfaits sociaux pour les salariés en postulant qu'ils échangeront des petits avantages à court terme contre une ignorance des effets à long terme de ces politiques. Jeunes générations, attendez-vous donc à des retraites minables… si la tendance se poursuit, quel que soit le gouvernement, socialiste ou sarkozyste.

Si vous avez vu dans la presse syndicale une énonciation de tels dangers, dites-le moi. Si vous avez vu dans les positions du PS des mises en garde sérieuses contre cela, avertissez-moi. Mais n'est-ce pas le PS qui, en 1983 avec le tournant de la rigueur, a vendu la France aux vents du libéralisme financier mondialisé ?

J. L.

Climat

Le commencement de la fin

L'équilibre climatique de l'hémisphère nord peut basculer d'ici à sept ans. C'est ce qu'a affirmé Louis Fortier, océanographe et biologiste de l'université Laval (Québec) dans *le Devoir de Montréal,* le 24 avril dernier. Si nous ne voulons pas sérieusement dérouiller, c'est tout de suite qu'il faut agir ra-di-ca-le-ment.

Paco

ÉLU « PERSONNALITÉ SCIENTIFIQUE DE 2005 » par *La Presse* et Radio-Canada, Louis Fortier est le directeur d'Articnet, le plus important programme de recherche en réseau sur les changements climatiques à travers le Canada. Il n'a donc rien du dangereux activiste mauvais prophète qui tente d'effrayer le commun des mortels avec des fables apocalyptiques. À notre connaissance, il n'est pas affilié non plus aux éco-warriors hirsutes et il n'est payé par aucune force occulte pour démoraliser les marchés financiers ou pour culpabiliser les possesseurs de 4x4. Tout ça n'empêche pas Louis Fortier, en homme responsable, de tirer la sonnette d'alarme.

Dans un entretien avec Louis-Gilles Francoeur, journaliste au *Devoir*, Louis Fortier annonce que l'accélération des changements climatiques va au-delà de toutes les prévisions. « Les scientifiques du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) ont été trop timides, dit-il. Le GIEC est commandité par les gouvernements. » Traduction : les conclusions du GIEC sont rédigées par des scientifiques et par des politiques. Elles doivent rechercher le consensus. « Cet imprimatur politique fait en sorte qu'on arrache toutes les dents des rapports. On en est rendu au point où on voit des sceptiques se réfugier derrière les conclusions du GIEC de 2004 pour dire que ce ne sera pas si pire, après tout. Présentement, on sent un remords monter parmi les chercheurs parce qu'on n'a pas été assez ferme, qu'on n'a pas assez défendu nos

conclusions. On a plié devant le barrage des négationnistes pour mitiger nos conclusions. C'est grave, parce que les politiques vont certainement nous reprocher de ne pas les avoir avertis à temps. On a aussi été influencé par l'opinion publique qui ne veut pas entendre parler de catastrophes, alors que des solutions existent. »

Les scientifiques ne doivent pas être à la botte des politiciens. Qu'ils disent au grand jour ce qu'ils savent. Que les savants cessent d'être complaisants, pour ne pas dire complices, avec les puissants. On attend d'eux courage et audace. Au cœur de l'assourdissant concert de langues de bois et de mensonges, la parole de Louis Fortier doit donc être entendue et amplifiée quand il livre le fruit de ses travaux. Même si on préférerait largement se laisser bercer par des roucoulades optimistes...

L'équilibre climatique actuel dépend du bilan radiatif de l'hémisphère nord, de sa capacité à réfléchir plutôt qu'à absorber les rayons solaires grâce au pouvoir réfléchissant de la calotte polaire. « Ce qui se passe actuellement accélère la mutation du climat au-delà de toutes les prévisions, dit Louis Fortier. Parce que plus la calotte polaire fond rapidement en été, plus l'océan Arctique absorbe la chaleur solaire. Ce qui accélère la fonte de la glace l'année suivante parce qu'elle est moins épaisse d'une année à l'autre. »

Le scientifique poursuit. « On prévoyait, il n'y a pas vingt ans, que la calotte polaire disparaîtrait vers 2070-2080 si les concentrations de gaz carbonique continuaient d'augmenter. Puis des modèles plus perfectionnés ont prédit que l'océan Arctique serait libre de glace solide en été vers 2030. Et au rythme où on mesure maintenant la diminution du couvert de glaces, cela va se produire vraisemblablement dans sept ans environ, vers 2015, à moins d'épisodes météorologiques imprévus. La calotte polaire de l'océan Arctique a perdu l'été dernier 1,2 million de kilomètres carrés supplémentaires par rapport à 2006. Il y a une trentaine d'années, cette calotte affichait une surface de huit millions de kilomètres carrés, mais elle n'en compte plus aujourd'hui que quatre millions. Et, le plus inquiétant, c'est que la proportion de la glace pluriannuelle, celle qui est forte et qui durait de deux à onze ans, diminue sans cesse parce que son épaisseur diminue. Ce qui la rend plus friable et la fait passer dans la partie vouée à la fonte annuelle. De la glace de dix ans, il en reste très peu au pôle Nord. »

La calotte polaire disparue, le climat de l'hémisphère nord va basculer très rapidement et pour longtemps. Privées d'apports en froid, les températures tempérées que nous connaissons vont vite appartenir au passé. « Il faut donc devancer de trente ans les prédictions du GIEC. Ce que corrobore aussi la fonte beaucoup plus rapide que prévu des glaces du Groenland.

Cela est d'autant plus compréhensible et inévitable que les modèles prévisionnels utilisés par le GIEC ne tiennent pas compte de la réduction de l'albédo (le pouvoir réfléchissant) de la calotte polaire. Tout comme ces modèles ne tiennent pas compte de la diminution de l'épaisseur des glaces. Un chercheur de l'École navale supérieure d'océanographie des États-Unis a voulu intégrer ces variables et ces conclusions dans un modèle. Les conclusions se sont avérées tellement inquiétantes que ce chercheur a décidé de ne pas les publier pour ne pas faire peur au monde », poursuit Louis Fortier dans *Le Devoir*.

Un autre spécialiste va dans le même sens que Louis Fortier. Il s'agit de James Hansen, le patron du Goddard Institute de la NASA. Une grosse pointure également peu suspecte d'extrémisme écolo. Il affirme que l'humanité a franchi le seuil critique en matière de changements climatiques en 1990, lorsque la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère terrestre a dépassé le cap des 350 parties par million (ppm). Nous en sommes aujourd'hui à 385 ppm et cette concentration augmente au rythme de 2 à 3 ppm par année... L'Europe s'est fixé le taux de 450 ppm dans la deuxième phase du protocole de Kyoto. Pour Hansen, ce seuil qui annonce la catastrophe climatique générale et l'irréversibilité des changements est beaucoup trop haut.

La paléontologie nous donne aussi des indications fondamentales sur notre situation. « Si la température moyenne augmentait de 2 à 6 °C sur la planète, le climat entrerait dans une phase qui pourrait durer entre 10 000 et 15 000 ans, avant de revenir à ce qu'on connaît aujourd'hui. C'est ce que nous apprennent les traces laissées par le début de l'éocène, il y a cinquante-quatre millions d'années, le seul moment documenté où on a vu basculer le climat aussi rapidement. Et il a fallu alors quelque 20 000 ans pour que se modifie cette tendance », argumente Louis Fortier.

À très brève échéance, on peut s'attendre à d'énormes chambardements écologiques et géopolitiques. Disparition des espèces polaires, redistribution des enjeux économiques et militaires autour d'un nouvel espace maritime bordé par les États-Unis, l'Europe et la Russie, migrations tumultueuses des réfugiés climatiques, nouvelles menaces sur la paix mondiale... Louis Fortier n'est pas certain que nous soyons collectivement prêts à faire face à des changements aussi importants et aussi soudains. Nous non plus! Le chercheur espère que le monde se réveillera vite. Pourquoi se réveillerait-il? Hypnotisées par un certain confort, les belles déclarations des politiciens aux longues dents blanches, l'illusion de vivre une vie méga fun et sexy... les masses sont plus préoccupées par le dernier jeu télévisé, par les performances de leur téléphone portable ou par la couleur de leur prochaine grosse voiture que par la survie de la planète.

Quant aux gens les plus revendicatifs, ils feraient bien d'inclure d'urgence des priorités environnementales aux slogans sur la défense du pouvoir d'achat, de la Sécurité sociale ou des retraites. Au train où nous allons, dans quel état sera la Terre au bout de quarante ans de cotisations? Ah, la belle retraite qu'on nous prépare! Nous vivons une époque ubuesque où tous les leaders de droite, de gauche ou même parfois d'extrême gauche font comme si nous avions une éternité sereine et réjouissante devant nous.

Quand des centaines de millions de personnes se retrouveront sous le niveau de la mer, on ne rigolera plus du tout.

Ce que les premiers écolos annonçaient dans les années soixante-dix est sous notre nez. Le scénario se déroule, hélas, comme prévu. Mais c'est tout juste si on lève le pied. Au lieu d'agir promptement, on tente encore de nous leurrer avec des mesures aussi efficaces qu'un pansement sur une jambe de bois. Avec le développement durable, le capitalisme a trouvé de quoi calmer un moment les naïfs. Le développement durable était une excellente idée il y a trente ou quarante ans. Mais maintenant, il est trop tard. Et chaque année qui passe nous rapproche un peu plus d'une situation inextricable. Si les citoyens du monde ne se réveillent pas tout de suite, nous pourrions vivre dans un cauchemar qui fera des films *Mad Max* et *Soleil vert* de charmants contes de fées.

Il n'y a pas de capitalisme à visage humain. Le capitalisme, machine morbide et suicidaire, préférera crever en nous entraînant tous plutôt que d'arrêter ses conneries. Il faut casser le cou des politiciens qui osent encore parler de croissance quand seule la décroissance peut sauver l'humanité. Comment continuer à croître dans un monde fini aux ressources épuisées, dans un monde inégalitaire dirigé par des voyous incapables de voir plus loin que leurs gros et petits profits? Stop. On arrête. On réfléchit. Et on prend les choses en main.

Les utopistes sont aujourd'hui celles et ceux qui pensent qu'il est possible de continuer comme si tout allait bien. Repeindre en vert pâle les vieilles façades délabrées ne suffira pas. En fait, un changement radical de société est à envisager. Nous ne sommes même plus dans le débat idéologique. C'est une évidence, une question de survie. Il faudrait réinventer nos modes de vie, nos loisirs, nos transports, notre habitat, notre consommation, notre façon de penser le travail, la retraite... de manière équitable, fraternelle, solidaire, libertaire.

Nous vivons une époque formidable. Mais, comme je n'ai qu'une confiance relative dans mes contemporains et que l'avenir sent pas mal le soufre, juste un conseil. Si vous aimez les enfants, n'en faites pas. Si vous en avez déjà, bougez-vous le cul. Sinon, un jour, ils pourraient vous attaquer en justice pour les avoir fait naître sur une planète pourrie. P.

Les aléas du catastrophisme

Philippe Pelletier

Au début des années 1970, quand je commençais mes études de géographie, à l'époque où, soit dit en passant, certains scientifiques et écologistes nous parlaient du refroidissement de la planète pour cause de pollutions, l'un de mes profs, biologiste, nous a fait un cours sur l'état de la végétation dans la Basse-Romanche, entre Livet-Gavet et Rioupéroux (Isère). Des études ont été effectuées et des photos en infrarouge ont été prises de la forêt. Vous croyez que celle-ci, quoique encore verte se porte bien ? Eh bien non, nous expliquait-il, elle est cliniquement morte. Dans vingt ou trente ans, il n'y aura plus rien. Et c'est trop tard, on ne peut rien y faire.

J'avais été très impressionné car c'est un endroit que je connaissais. Quand j'y passais par la suite pour randonner en montagne, je me disais : c'est incroyable, c'est vert, on croit que c'est vivant, mais non, c'est déjà mort, et les gens autour font comme si de rien n'était !

Près de quarante ans plus tard, la forêt se porte bien autour de Rioupéroux. À la place d'un désert de troncs décatis et d'aiguilles mortes, il y a des arbres partout. Certes, les usines de métaux spéciaux qui polluaient la vallée ont ralenti leurs activités, ou carrément fermé entre-temps. Mais où est passée cette forêt qui devait être « cliniquement morte » malgré tout ?

Il faut bien dire que cette histoire m'a laissé quelque peu sceptique sur les affirmations scientifiques, le langage alarmiste et les compétences de certains…

De Rioupéroux à Entropia

Dans le dernier numéro d'*Entropia*, « revue d'étude théorique et politique de la décroissance », Serge Latouche, théoricien et leader du Parti de la décroissance, rapporte l'anecdote de ce voisin en Ariège qui traite son jardin avec des produits chimiques[1]. Extraits de l'échange : (Serge Latouche : « Vous savez que ça contient toutes sortes de saletés dangereuses pour vous et pour l'environnement ? » Réponse du voisin : « Oh ! De toute façon, avec tous les produits toxiques qui se baladent, c'est foutu. Ce n'est pas ça qui va changer grand-chose. Alors, on ne va pas s'embêter. » Et Latouche de conclure : « Inutile d'expliquer à ce consommateur passif que si l'on tient absolument à désherber, il existe des moyens mécaniques ou thermiques parfaitement efficaces […]. C'est sans doute en pensant à ce renoncement à la résistance, à cet abandon à la pente de la facilité que l'on retrouve, à tous les niveaux de la société, depuis ce "brave homme" jusqu'au technocrate conseiller du prince (de droite comme de gauche), que Georges Bernanos disait que le réalisme est la bonne conscience des salauds. »

On peut apprécier le constat de Bernanos, bien que je me méfie toujours de celles et de ceux qui nient la « réalité ». C'est une notion certes philosophiquement problématique, mais rappelons-nous ces communistes qui s'évertuaient à nier la « réalité » du stalinisme et du goulag (celle du « socialisme réel », comme ils disaient), surtout si les descriptions étaient rapportées par des gens dits de droite. Quant à l'anecdote rapportée par Latouche, j'en tire personnellement une conclusion différente.

Je mets de côté une certaine condescendance chez Latouche envers les « braves gens » (les « petites gens » ?) et le « consommateur passif » (en fait, il est actif car il participe au fonctionnement du marché, mais vivent les consommateurs actifs, conscients, éclairés et avant-gardistes !). En ce qui concerne la formule du « si on tient absolument à désherber », avec ce genre de raisonnement, où tout réside dans un « absolument » plein de saveur, l'humanité en serait encore réduite à ramasser des baies et des coquillages s'il avait été appliqué depuis le Néolithique.

Pour moi, la réaction de ce voisin relève du « après moi le déluge », une attitude que j'évoquais dans un article précédent[2]. Or c'est une conséquence directe du discours catastrophiste qui annihile, par sa force, sa violence et sa prétention à l'inéluctabilité même, surtout s'il est matraqué par des scientifiques ou des pseudo-scientifiques, conduit l'individu – et in fine la société – à se sentir dépassé, dépossédé, impuissant. On peut gloser à perte de vue sur le manque de conscience (l'inconscience ?) de ce voisin, sur son « individualisme égoïste », sa cécité, on constate qu'il est malgré tout au courant de la situation « catastrophique », et qu'il réagit à sa façon.

Autrement dit, le catastrophisme qui nous est asséné à longueur de médias, de colloques et de sermons apparaît tel qu'il est dans son résultat : inopérant, inefficient, pire même, contre-productif puisque le citoyen réagit à l'inverse de ce qui est attendu de lui, et qu'il accentue lui-même la crise ! À croire, d'ailleurs, que cette politique du pire est l'objectif voulu ?

Bien sûr, en lisant ces lignes, certains réagiront : c'est fou, comment peut-on nier les pollutions, les dégradations de l'environnement, les dangers qui nous guettent ? Comment peut-on critiquer ceux qui, précisément, nous alertent sur tout cela ?

Sans cesser de m'étonner sur le soudain abandon du sens critique que cela supposerait, il ne s'agit pas, une fois encore, de nier les dégradations de l'environnement, même si l'appauvrissement de certains sols, la pollution des eaux et de l'atmosphère ici et maintenant (et pas dans cent ans), ou la raréfaction de certaines espèces halieutiques me paraissent infiniment plus préoccupantes qu'une hypothétique élévation de la température d'ici à un siècle.

Mais c'est exactement comme lorsqu'on émet des doutes sur l'émancipation individuelle et sociale promise par le dalaï-lama, cet « océan de sagesse » (tel est son nom) : il ne s'agit pas pour autant de soutenir le régime chinois ! Un peu comme au début des années 1980, où nous étions quelques-uns à nous interroger sur les bondieuseries de Lech Walesa et le noyautage du syndicat Solidarnosc par le Vatican : il ne s'agissait pas non plus de soutenir le dictateur Jaruzelski, et pourtant c'est tout juste si nous ne passions pas pour des traîtres ! On voit aujourd'hui le résultat en Pologne…

Une position idéologique et politique

C'est parce qu'il faut essayer d'être réaliste, non pas pour adhérer à tout ce qui existe – de ce point de vue, le discours très religieux, au fond, sur la vie, la biodiversité, et tout ce qui est bio quelque chose, bref cette philosophie vitaliste qui remonte au début du XXe siècle et qui a alimenté *volens nolens* les idéologies fascistes pousse à la circonspection – mais pour partager la pensée d'Albert Camus écrivant dans *L'Homme révolté* que le nihiliste n'est pas celui qui croit en rien mais celui qui ne croit pas en ce qui existe, qu'il importe de réfléchir sur le sens du catastrophisme.

Le catastrophisme n'est pas seulement une position philosophique ou analytique. C'est une posture idéologique, et par conséquent politique. Ce n'est pas non plus quelque chose de nouveau. Il a un sens historique. Les religions monothéistes ont historiquement bâti leur pouvoir spirituel et temporel sur lui, à coups d'annonces de malheur « au cas où », de « si jamais si », de nuages de sauterelles, de Déluge, d'Apocalypse (lire l'Évangile selon Jean ou, à défaut, réécouter le très bel album 666 d'Aphrodite's Child), de fin du monde, de millénarisme, de Paradis perdu et d'Éden futur, un jour peut-être ou dans mille ans.

C'est le fonds de commerce des prophètes et des gourous qui ne vivent que de cela depuis Abraham et Moïse, qui font peur aux gens pour mieux les rassurer, et les tenir. Des millions d'êtres humains les croient encore. Quant aux sociétés industrielles plus ou moins laïcisées en surface, elles ont trouvé dans le catastrophisme écolo une nouvelle version de ces prédications.

Notons d'ailleurs que, bien souvent, les partisans de la décroissance ou de l'écologie profonde sont souvent des croyants, des protestants généralement, ou bien se situant dans le sillage de personnes religieuses[3]. Libres à eux d'avoir leurs convictions, mais ne nous empêchons pas de remarquer que celles-ci gardent souvent une articulation métaphysique ou carrément religieuse. Il ne manque plus que la déesse Gaïa pour couronner logiquement le tout.

Le catastrophisme existe aussi dans le marxisme, et dans les mouvements politico-sociaux se réclamant du marxisme, cet ex-« nouvel opium du peuple » dont les affirmations aux allures scientifiques ne manquaient pas de prophétisme, sur fonds d'un sens linéaire de l'histoire et de son inéluctabilité. La « baisse tendancielle du taux de profit », supposée entraîner « la paupérisation de la classe ouvrière », devait faire tomber le capitalisme dans les plus brefs délais et faire triompher ipso facto le prolétariat !

Traduit en termes gauchistes, la révolution était pour demain. En ces temps de « commémoration de mai 1968 » (défense de rire !), il est recommandable de relire les délires des théoriciens trotskystes, maoïstes et autres de l'époque qui nous démontraient quasi scientifiquement l'imminence de la révolution. Ceux qui ont cru ces leaders souvent malins, il faut bien le dire, mais pas toujours plus marrants que les gourous de la décroissance, n'ont eu pour effet que de leur donner un marchepied leur permettant de faire des carrières politiques ou autres[4].

De l'histoire ancienne, des choses anecdotiques ? Pas du tout. Car ces postures, que je relie au catastrophisme, ont deux implications théoriques et pratiques, jusque sur le terrain militant, deux implications que je considère

comme néfastes pour l'émancipation tant individuelle que sociale.

Deux erreurs d'analyse

La première est l'affirmation selon laquelle le capitalisme court à sa perte sous le poids de ses propres contradictions, que ce soit par désastre économique (version marxienne), par catastrophe écologique (version écologiste) ou par un mélange des deux (vulgate actuelle). Cette théorie est radicalement fausse. Les capitalistes ont démontré que des millions de morts – de faim, de guerre, d'irradiation, de génocides, de massacres, de désertification – n'ont pas empêché la perpétuation de leur système. Bien au contraire, ce sont ces « catastrophes » qui, telle une bonne purge pour assainir le marché ou liquider des révoltés en puissance, assurent sa reproduction. Le capitalisme peut avoir de beaux jours devant lui.

Sur le plan écologique, il trouvera des solutions. Il les a déjà d'ailleurs en mains, que ce soit pour les matières premières, les énergies renouvelables ou les bonds technologiques. La concurrence entre entreprises et États-nations est farouche dans ce domaine. Il y aura, comme il y en a déjà, des morts, surtout de malnutrition, de faim, de manque d'eau potable ou d'irrigation.

Mais les capitalistes ne scieront pas la branche sur laquelle sont assis leurs profits, et leur propre existence. Et comme le capitalisme n'est pas un système d'extraterrestres venus d'une autre planète, les aspirations humaines au progrès l'aident parce que, au départ comme à l'arrivée, les êtres humains veulent du mieux-être, même si le capitalisme détourne cette aspiration.

Il y a une véritable perpétuation, un fil conducteur malgré certaines apparences contraires, entre le discours marxiste et le discours écolo-catastrophiste. Tous les deux se trompent dans leur analyse non seulement du capitalisme mais aussi de la société, de l'humain. C'est en tout cas un point de débat qu'il faut soulever sous peine d'être à la remorque de certains théoriciens.

La deuxième implication du catastrophisme se situe sur le terrain militant, c'est la politique du pire. De croire ou de faire croire que le pire est arrivé, qu'il va arriver, et s'il tarde, on s'arrange pour l'accélérer. Les communistes l'ont amplement pratiqué, avec les méthodes et le succès que l'on sait. Les gauchistes en ont presque fait une position de principe, fondée sur le jusqu'au-boutisme, sachant que leurs dirigeants savent toujours tirer épingle du jeu même dans la défaite des luttes menées avec ardeur. Mais combien de désillusions pour des militants qui les croyaient?[5]

La politique du pire en matière écologiste consisterait à refuser la moindre réforme, le moindre progrès (ouh, le vilain mot), à tout critiquer, souvent en vrac (un jour les éoliennes et les biocarburants sont tendance, le lendemain ils sont maudits), en attendant le grand soir alternatif, ou bien, dans un savant dosage, en choisissant de privilégier les gestes quotidiens du « consommateur actif » et conscient.

Bien entendu, il ne s'agit pas de dénigrer ou de refuser ceux-ci, bien au contraire. Le paradoxe, c'est que, comme pour l'augmentation des salaires sous le régime fordiste réclamée par des syndicats réformistes mais néanmoins combatifs, cela conforte une certaine forme de capitalisme. Et alors? Il vaut mieux vivre dans la merde en attendant l'hypothétique effondrement de celui-ci? Ph. P.

---

1. Latouche Serge (2008) : « Pour une relocalisation de l'utopie ». *Entropia*, revue d'étude théorique et politique de la décroissance, 4, p. 152-162, p. 153.

2. *Le Monde libertaire*, n ° 1478, du 26 au 23 mai 2007, p. 15-17.

3. Jacques Ellul et Bernard Charbonneau, critiques de la société technicienne, sont à relire dans leur rapport avec le protestantisme. Dans ce même numéro d'*Entropia* consacré à « Décroissance et utopie », plusieurs articles sont signés par des dominicains. Les références qui parsèment le numéro renvoient à de nombreux auteurs, dont Fourier, Marx, Arendt, Illich. Mais, à part une ou deux exceptions (Castoriadis?), rien en 224 pages sur les anarchistes qui ont pourtant pas mal réfléchi, et écrit, sur la question de l'utopie! En revanche, on y trouve l'expression de « socialisme utopique » dans le sens que lui a donné Marx, c'est-à-dire avec une volonté de discréditer, par ce terme même considéré dans un sens négatif, les théoriciens socialistes qui pouvaient lui faire de l'ombre, n'hésitant pas à mettre abusivement dans le même sac des penseurs aussi différents que Cabet et Proudhon. Un siècle et demi après, le travail disqualifiant de Marx se poursuit…

4. À cet égard, et soit dit en passant, le livre de Frank Fernandez sur l'anarchisme à Cuba, qui nous montre comment les castristes ont liquidé les anarchistes, est une belle réponse à un Daniel Cohn-Bendit qui, lors du congrès de Carrare de l'Internationale des Fédérations anarchistes en 1968, insultait les camarades cubains qui protestaient contre leur répression, et ceux qui les soutenaient comme Maurice Joyeux, en les traitant d'agents de la CIA. Fernandez Frank (2004) : *L'Anarchisme à Cuba*. Paris, Éditions CNT-RP, 238 p. La revue *Guangara Libertaria* animée par Frank Fernandez et ses compagnons, qui avaient eu l'audace de déshabiller l'icône guévariste, était bannie dans certains secteurs du mouvement libertaire jusque dans les années 1980. La cassette qui a enregistré les débats du congrès de l'IFA en 1968 a été éditée. Réécoute édifiante.

5. En ce sens, le slogan selon lequel « seule la lutte paie » peut être trompeur car il n'est pas toujours avéré dans ses résultats, ceux que l'individu finit toujours par voir de lui-même. Ou alors il faut bien s'entendre sur les termes.

Depuis maintenant le 1er mai, *le Monde libertaire* hors série numéro 34 est disponible en kiosque et ce jusqu'au 11 juin. Vous pouvez également vous le procurer auprès des ventes militantes ou encore à la librairie du Monde libertaire pour la modique somme de 3 euros. Ce numéro en forme de pavé dans la gueule du pouvoir porte des regards à la fois sur Mai 68 et rappelle l'actualité de notre projet libertaire toujours et plus que jamais de mise.

Messages de Kanaky

Bambou gravé, Nouvelle-Calédonie, XIXe siècle, photographie de Jonathan Watts.

Gilles Bounoure

Importants documents ethnographiques, historiques et artistiques, les bambous gravés kanak ont été souvent négligés par les spécialistes des arts océaniens et les gens de musée… sauf à Genève, où ils font actuellement l'objet d'une exposition* couronnant des décennies de recherche. Ces « bandes dessinées » rapportent de façon saisissante les premiers temps d'une colonisation qui n'a pas fini d'obérer la vie quotidienne et l'avenir du peuple kanak, comme le rappelle l'actualité la plus récente.

Dans l'Océanie traditionnelle, les usages du bambou étaient multiples : charpentes de cases, éléments de clôture, armes, engins de chasse et de pêche, outils de découpe, peignes, oreillers, instruments de musique, « rouleaux encreurs » pour l'impression des tissus, tubes à transporter l'eau ou d'autres denrées… Mais il n'y a qu'en Nouvelle-Calédonie qu'il servit de façon habituelle à consigner des histoires ou des scènes vécues, au travers de dessins généralement gravés au feu. Et notamment des témoignages directs des violences coloniales, où les Blancs – des Français – sont reconnaissables à leurs uniformes et à leurs armes à feu. Coïncidence frappante, quand le feu prend dans une bambouseraie de la Grande Terre, il fait entendre à distance comme un fracas incessant de mitraille…

Les bambous gravés réunis pour l'exposition du musée d'Ethnographie de Genève forment à première vue un ensemble modeste, par le nombre (une trentaine) et la taille des objets (de 30 à 140 cm), mais ils représentent plus du dixième de tous ceux qui ont été conservés. Surtout, ils ont été sélectionnés patiemment par l'anthropologue Marguerite Lobsiger-Dellenbach, sous-directrice puis directrice de ce musée (1947-1967). Elle avait conçu une telle passion pour ces documents qu'elle les rechercha dans le monde entier pendant près de quarante ans en vue de les acquérir ou de les étudier, privilégiant les pièces figurant les coutumes traditionnelles et le mode de vie ancien des Kanaks, et ne marquant que peu d'intérêt pour celles qui décrivent trop nettement l'envahissement par les colons, leurs troupes, leur bétail, leurs armes et leurs outils. Les visiteurs informés de l'évolution récente de la Kanaky ont forcément un regard un peu différent.

Du point de vue ethnographique, ces bambous et les dessins qu'ils ont conservés ont constitué, pour tous ceux qui voulaient mieux connaître la société kanak d'avant les colons, une mine de renseignements qui n'est toujours pas épuisée. Les autres objets traditionnels kanak conservés dans les musées, même ceux dont la valeur symbolique était considérable – masques de « deuilleurs », ornements sacrés de grande case… – conçus le plus souvent en tant qu'éléments s'intégrant à des ensembles plus vastes, rendent difficilement compte des contextes dont ils ont été séparés. Très fréquemment au contraire, les bambous figurent des scènes globales, parfois tout un paysage animé, menant du bord de la mer jusqu'au sommet de la montagne, à travers villages, jardins ou taraudières. Dès avant la chercheuse genevoise, le pasteur, ethnologue et défenseur des Mélanésiens Maurice Leenhardt, s'était appuyé sur ces gravures pour restituer et éclairer l'organisation des villages, les cycles de la vie, le déroulement des fêtes et des cérémonies, et même certains éléments de mythes et de récits légendaires, en les recoupant avec les traditions orales recueillies dans leur langue d'origine, sur place et par ses soins, entre 1902 et 1925.

Pour de telles recherches sur la Kanaky « d'avant le temps », les figurations des bambous les plus anciens sont les plus précieuses, et l'absence de dates conduit à présumer « anciens » ceux où la présence blanche n'est pas décelable. Les deux premiers bambous clairement inscrits dans la chronologie occidentale furent collectés par des militaires français entre 1855 et 1867, c'est-à-dire une ou deux décennies après les premières tentatives de colonisation et d'établissement de missionnaires dans l'archipel néo-calédonien. Tous deux témoignent déjà dans leurs dessins d'une connaissance précise des colonisateurs, de leurs mœurs et de leurs instruments de domination ou de terreur. Il semble que seule une poignée de tous ces objets puisse être attribuée à la période pré-coloniale, sur l'indice assez fragile évoqué plus haut, l'immense majorité de ces objets mettant en scène, résumant ou relatant, on ne sait au juste, mais toujours par des allusions évidentes, la progression inexorable de la colonisation.

Faut-il alors y voir un mode d'expression né de la confrontation avec les Français, ou un art plus ancien qui trouva dans cette urgence historique à se renouveler et à s'étendre ? Personne ne le sait aujourd'hui, et cette incertitude frappe de nullité beaucoup de discussions, comme celle que lança jadis Georges Bataille dans *Documents* à propos des caractéristiques de ces « dessins de primitifs ». On remarque seulement que ces bambous gravés ne faisaient pas partie des objets cérémoniels, de prestige ou d'échange de la vie tradition-

nelle. Il s'agissait de propriétés strictement personnelles, preuve parmi d'autres de la part laissée à la dimension individuelle dans ces sociétés dites « holistes ». Ces bambous servaient parfois de canne pour des déplacements lointains ou peu sûrs, jusqu'à enfermer dans leurs entre-nœuds des herbes magiques pour mieux protéger le voyageur. Sans doute les scènes figurées sur la canne étaient-elles aussi destinées à susciter les curiosités, les conversations et le bon accueil en pays proche ou lointain.

Antoine Guiral, revenant pour *Libération* (19 au 19 avril 2008) sur les lieux de la tuerie d'Ouvéa (mai 1988) en compagnie de l'un des Kanaks ayant survécu au massacre, Benoît Tangopi, faisait observer qu'« il n'y a jamais eu de procès, pas de rapport d'autopsie, ni de publication des nombreuses photos prises par l'armée ». L'un des rares documents figurés sincères dont on dispose pour la grande insurrection canaque de 1878 et des milliers de victimes de sa répression (suscitant l'indignation impeccable de Louise Michel) ne vient pas de l'armée française, qui n'hésita pas à mettre à prix (200, 100 et 50 francs selon leur importance supposée) les têtes des meneurs. C'est un bambou gravé, conservé à Nantes, resté inédit et révélé à l'occasion de l'exposition genevoise : l'artiste y a dessiné les cadavres décapités des combattants kanak et les militaires français montant la garde autour du lieu d'exposition des six têtes obtenues après celle d'Ataï, tête de la révolte et la première tombée aux mains des Blancs dans l'embuscade du premier septembre 1878.

Peuple « sans écriture » mais sachant faire pleinement « parler » les images, a-t-on pu dire des Kanaks et de leurs arts, en prétendant définir leur génie collectif hors de tout contexte historique... comme on peut l'affirmer aussi superficiellement de bien d'autres civilisations pré-coloniales, en Océanie ou ailleurs, qu'elles aient ou non recouru à des moyens d'expression comparables aux bambous gravés kanak. Pour ces derniers, énigmatiques à beaucoup de points de vue – les objets folkloriques récents acquis par le musée de Genève brouillent encore plus les perspectives, malgré ou avec leurs « bonnes intentions » – ils jouèrent incontestablement, durant la pire période de la prise de possession française, un rôle de « support d'information » alternatif et semi-clandestin. Aujourd'hui, la manière dont la plupart des grands médias rendent compte de la situation tendue en Nouvelle-Calédonie, sans jamais transmettre la parole authentique des Kanaks opprimés, fait souhaiter l'invention d'autres moyens originaux de faire passer les messages de Kanaky.

G. B.

* Musée d'Ethnographie de Genève, 65, boulevard Carl-Vogt, Genève (Suisse). Tél. : 41 (0) 22 418 45 73. Jusqu'au 4 janvier 2009.

Anarchie au Venezuela

Ceci est un bref aperçu de l'empreinte libertaire dans le processus historique du Venezuela, préparé par les membres du Collectif éditorial de *El Libertario* (www.nodo50.org/ellibertario). Nous espérons qu'il servira de référence utile pour tous ceux qui sont intéressés par le sujet.

Collectif éditorial d'*El Libertario*

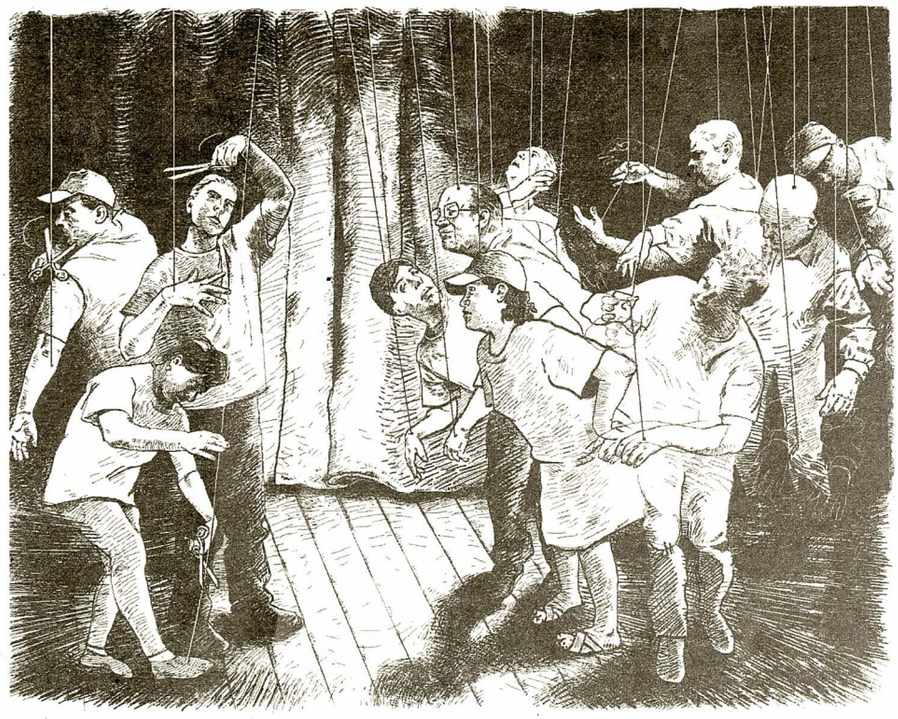
L'incidence anarchiste dans l'histoire vénézuélienne a été moins prononcée que dans les autres parties de l'Amérique latine, où elle se manifeste avec vigueur par le biais des luttes collectives, des publications, des personnalités et les débats d'idées. Il est toutefois utile de signaler qu'elle n'a pas été sans influence sur notre évolution sociale et culturelle.

De la fin du XIXe siècle au premier tiers du XXe siècle, certains intellectuels locaux étaient des sympathisants ou des lecteurs tolérants de l'anarchisme, mais aucun ne fut comparable à Flores Magón, Barret, Oiticica, González Prada ou d'autres représentants de la pensée anarchiste latino-américaine (Cappelletti, 1990). Les quelques personnes qui ont exploré les voies libertaires ont peu écrit puis ont dérivé vers le positivisme ou le marxisme. Il faut ici mentionner Pío Tamayo, qui a enseigné le « socialisme de Marx et de Bakounine » à des jeunes activistes anti-Gómez en prison presque jusqu'à sa mort en 1936 (Sananes, 1987). Étudiant les luttes populaires, les historiens de la guerre fédérale (1859/1863) – le plus grand bouleversement social entre l'indépendance et l'ère pétrolière – soulignent l'influence de Proudhon et du socialisme français sur Ezequiel Zamora, le « Général del Pueblo Soberano » (général du peuple souverain). Le programme du fédéralisme zamorista est

clair : « À bas l'oligarchie, liberté aux hommes et répartition égalitaire des terres, égalité sociale » ; il y resta fidèle jusqu'à son assassinat (Brito Figueroa, 1981).

Au début du XXe siècle, des immigrés anarcho-syndicalistes européens ont contribué à l'émergence d'organisations de travailleurs malgré le retard économique, social et culturel. Ces efforts – création de mutuelles, de syndicats, organisation de grèves et de propagande, etc. – ont acquis une certaine notoriété, au début de l'industrie pétrolière, mais la dictature de Juan Vicente Gómez (1908-1935) a brutalement réprimé toute activité syndicale, l'empêchant de se développer comme sous les autres latitudes. Les quelques militants sociaux qui sont restés dans le pays ont essayé, avec beaucoup de difficultés, de générer une pensée politique, alors que la majorité anti-Gómez en exil n'était pas ouverte à la pensée radicale et fut détournée de l'anarchisme par les idées bolcheviques russes en pleine expansion. Après la mort du tyran, cette fraction marxiste revient sur le devant de la scène et incorpore les quelques disciples clandestins de l'idéal libertaire ; ils furent même parmi les fondateurs du Parti communiste vénézuélien (1936) et d'Acción Democrática (1941), les deux partis qui, par la suite, auront le contrôle du processus d'organisation populaire. En outre, la répression anti-anarchiste fut organisée constitutionnellement par la « Loi Lara », en vigueur entre 1936-1945.

Entre 1940 et 1950, de nombreux exilés anarchistes ibériques, réfugiés au Venezuela après la défaite républicaine contre Franco, furent victimes d'un environnement adoptif peu perméable à leurs idées. L'urgente nécessité de survivre et de s'adapter à un environnement brutalement autoritaire fit obstacle à l'organisation des potentiels sympathisants locaux ; toutefois, leurs efforts n'ont pas été vains ; ainsi en 1958 (après dix ans de dictature militaire), fut créée la Federación Obrera Regional Venezolana – Forve, Fédération des travailleurs vénézuéliens régionaux – affiliée à l'Association internationale des travailleurs (AIT-IWA) anarcho-syndicaliste, fondée en 1922. Des groupes spécifiques se sont constitués, des journaux, des brochures et des livres



ont été publiés, mais peu de cette activité a « transpiré » en dehors des cercles d'immigrés espagnols (Montes de Oca, 2008).

La vague de contestation socio-politique de la fin des années 1960 – en particulier le Mai 68 français avec ses indubitables racines libertaires – arrive au Venezuela. Son empreinte est manifeste dans la « Renovación Universitaria » (Rénovation universitaire) qui a profondément marqué les principales institutions d'enseignement supérieur au Venezuela entre 1968-1970, et a maintenu sa présence dans les mouvements d'étudiants et de culture alternative. Toutefois, des années passeront avant que des groupes adoptent l'idéal et la pratique de l'anarchisme, parce que, dans les années soixante-dix, le marxisme était encore considéré comme le soutien idéologique irremplaçable à toute proposition révolutionnaire.

Entre 1980 et 1995, il y eut clairement des tentatives d'organisation anarchiste cherchant à rallier les luttes et les mouvements sociaux ; le Collectif autogestionnaire libertaire – Cal – en fut le plus visible. Deux journaux ont été édités, *El Libertario* publié par le Cal (neuf éditions entre 1985-1987) et *Correo A* (vingt-huit éditions entre 1987 et 1995), ont été la référence des activistes libertaires venus du marxisme, exilés latino-américains et surtout issus de la scène punk. Il convient également de noter, à cette époque, l'activité académique et informative d'Angel Cappelletti, un anarchiste argentin qui a travaillé au Venezuela pendant vingt-six ans. Il eut bien des difficultés à promouvoir les propositions anarchistes d'autogestion et d'action directe à peu près inconnues ou mal interprétées au Venezuela. Mais peu à peu des initiatives s'expriment. Puis vint l'explosion populaire du 27 février 1989 appelée « Caracazo », qui dénonçait la presque totale dépendance du pays à l'égard de l'industrie pétrolière et du modèle politique créé en 1958, et s'inspirait des événements internationaux comme l'effondrement des bureaucraties d'Europe de l'Est, favorisant l'essor de l'idéal libertaire.

Les efforts en vue d'associer l'anarchisme aux luttes collectives concrètes deviennent plus fréquents quand reparaît *El Libertario* en 1995, dont le comité de rédaction s'est appelé d'abord Commission des relations anarchistes – Cra – avant de devenir le Collectif éditorial El Libertario. Ce fut la publication la plus durable de l'histoire libertaire vénézuélienne ; *El Libertario* éditait cinq numéros par an avec une diffusion importante comparée aux autres publications locales et continentales. À côté de cela, il existe aussi des noyaux anarchistes dans différentes régions du pays, CESL, à Caracas, du CEA, de Mérida et de l'Ateneo La Libertaria, d'abord à Biscucuy puis dans la zone rurale au sud-ouest de Lara, l'organisation en janvier 2006 du Forum social alternatif de Caracas, l'activité de la Croix noire anarchiste, la persistance de diverses publications et l'impulsion donnée à plusieurs manifestations de protestation sociale et d'agitation culturelle en sont quelques exemples. Récemment, enfin, ce mouvement doit surmonter l'épreuve de la « révolution bolivarienne » conduite par Hugo Chávez.

Pour les anarchistes, il s'agit d'une machinerie démagogique, corrompue, inefficace et militariste, d'une escroquerie tout juste bonne à berner les socialistes locaux et internationaux, mais qui rend cependant plus difficile le développement des mouvements populaires autonomes promus par les anarchistes vénézuéliens.

E. L.

Italie

Berlusconi IV

C'est la peur qui a gagné les élections

Le 14 avril 2008, après deux années d'opposition, Silvio Berlusconi et sa coalition de centre-droit, le PDL (le Peuple des libertés !), remportait les élections législatives anticipées contre le démocrate Walter Veltroni. Au sénat, Berlusconi obtient la majorité absolue avec 47,3 % des suffrages contre 38 % pour Veltroni (soit 165 sièges sur 315). À la Chambre des députés, la droite obtient 46,8 % des voix contre 37,5 % pour la gauche (soit 340 sièges sur 617).

1944, 2001, 2006 et 2008. C'est la quatrième fois que Berlusconi accède au pouvoir, la troisième en tant que président du Conseil. Une victoire due à une campagne électorale basée sur la peur. Tactique classique : la peur, le sentiment de peur est diffusé, distillé quotidiennement par des médias contrôlés par le même Berlusconi. Du coup, le besoin de sécurité semble être immense en Italie, à un point tel qu'une des premières annonces faites le 22 mai par le ministre de l'Intérieur Roberto Maroni (de la Lega Nord) aura été la promulgation de lois toutes destinées à « combattre » la délinquance et l'immigration clandestine. La recette italienne est simple : plus d'expulsions et plus de prison (augmentation des peines pour les délits tels que vol et braquage, restrictions des mesures favorables à des peines autres que celles de prison, procès en comparution immédiate favorisés, instauration d'un délit d'immigration clandestine qui sera passible de 6 mois à 4 ans de réclusion), voire les deux combinés puisque la loi devrait permettre l'extension de la rétention en CPT (Centre de séjour temporaire, l'équivalent de nos centres de rétention) jusqu'à dix-huit mois. « C'est-à-dire la prison sans passer devant la magistrature », comme le souligne une journaliste de *Liberazione*.

Ajoutez en vrac à cette recette miracle une dose de défiscalisation des heures supplémentaires (tiens, ça me rappelle vaguement quelqu'un…), l'assurance que l'Italie participera à la banque de données européenne d'ADN, la certitude que le problème des déchets de la Campanie sera résolu (Berlusconi veut mettre à contribution l'armée pour garder les décharges qu'il compte faire ouvrir, transformant par la même occasion toute tentative de protestation en délit), et vous aurez devant vous des promesses de campagne électorale devenues réalité. Il ne s'agit de rien d'autre, bien évidemment, que d'une guerre ouverte contre la pauvreté et la marginalité, toutes deux induites par un système capitaliste en pleine crise, mais cela a le mérite de détourner les Italiens « normaux » de leurs problèmes quotidiens tout en assurant le spectacle, alors…

Car, si une moitié de l'électorat berlusconien est composé de crânes rasés qui se revendiquent ouvertement fascistes (et le démontrent même en allant nettoyer les rues de villes telle que Verona, où, début mai, trois d'entre eux ont tué à coups de poings et de pieds Nicola, un garçon qui leur paraissait « différent » parce que portant cheveux longs), l'autre moitié est composée de gens « bien-portants et bien-pensants », pour lesquels défendre l'Italie « terre de culture » contre les hordes de barbares qui l'envahissent est devenu une priorité. D'où les arrêtés antimendicité pris par les maires de villes touristiques telles que Florence l'année passée. D'où, aussi, l'instauration de rondes dites citoyennes. D'où, peut-être, l'élection d'un personnage tel que Gianni Alemanno (ex-membre du MSI, né des cendres du parti mussolinien) à la mairie de Rome. Un personnage sympathique cet Alemanno qui, bien que portant une croix celtique autour du cou en la faisant passer pour un symbole religieux, a promis-juré-craché d'être le « maire de tous les Romains ». Sauf des Roms, des prostituées, des clandestins et des homosexuels (liste non exhaustive). Mais tous ceux-là, on le sait bien, ne sont que des détails dans certains manuels d'histoire.

Barbara Cibille
Groupe Bibliothèque la Rue de la Fédération anarchiste

(Sources : wikipédia, journaux *Umanità Nova* du 18 mai et *Liberazione* du 22 mai.)

Silvio Berlusconi a réuni symboliquement son premier Conseil des ministres à Naples

Histoire tendancieuse ?

Une décapante relecture de l'anarchisme

Historien, Gaetano Manfredonia nous propose une relecture de l'anarchisme dont il est excellent connaisseur. Agacé par le fameux découpage du mouvement anarchiste en trois tendances – individualiste, communiste libertaire, anarcho-syndicaliste – et constatant, à l'instar d'un grand nombre de militants de sa génération, post-soixante-huitarde en gros, l'obsolescence de ce découpage, son manque de pertinence même, il préfère une autre approche. Fidèle à l'une des principales postures de l'anarchisme qui récuse l'opposition entre la théorie et la pratique, il soumet l'une au regard de l'autre, et réciproquement, pour mieux analyser les faits, le concret, le vécu. Pour, de façon salutaire, nous dégager de quelques mythologies, mésinterprétations ou croyances, certaines ayant cours au sein de l'anarchisme même. Cette exigence nous débarrasse du discours convenu ou du matraquage idéologique, du dogme autrement dit.

Gaetano Manfredonia s'appuie pour cela sur la méthode de l'idéal-type. Reprise de la sociologie de Max Weber, cette construction théorique accentue certains caractères afin de constituer une typologie qu'on ne trouve pas dans la réalité empirique mais qui, par son caractère utopique, permet une nouvelle lecture de celle-ci. Il dégage ainsi trois nouveaux types idéaux de l'anarchisme : l'insurrectionnalisme, le syndicalisme et l'éducationnisme-réalisateur.

On peut, bien entendu, contester la méthode et la typologie. Certains sociologues, notamment, n'estiment guère la méthode wéberienne. C'est néanmoins un outil utile. Et, en l'occurrence, il fonctionne. Fort de ses trois types idéaux, Gaetano Manfredonia passe ainsi en revue toute l'histoire de l'anarchisme, essentiellement européen, au cours d'un long XIXe siècle qui va en gros de la Révolution française à la fin de l'AIT première manière.

Son postulat est de nous démontrer que ces trois types ne s'opposent pas, ni dans la théorie ni dans la pratique, qu'ils sont adoptés par des penseurs ou des acteurs de l'anarchisme soit en même temps, soit successivement, en fonction des périodes de chacun et du mouvement social.

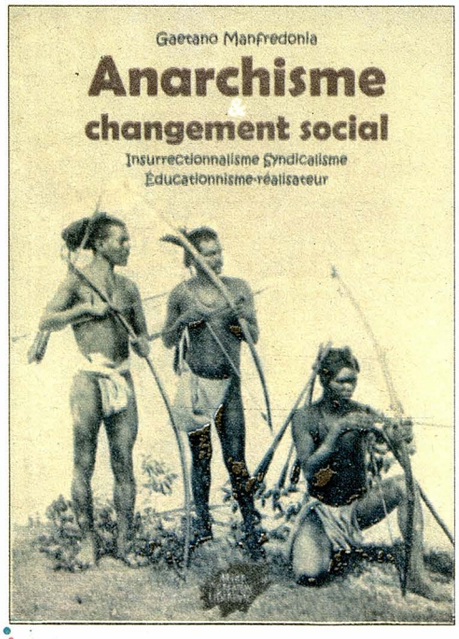
Cela nous donne un regard sinon nouveau, du moins décalé – tout dépend de la connaissance que le lecteur a de l'anarchisme et de son histoire – sur les théories anarchistes, celles de Godwin, de Proudhon et de Bakounine surtout, de Kropotkine moindrement, mais beaucoup d'autres penseurs sont évoqués.

Si l'objectif était de nous proposer une nouvelle périodicisation ou bien une nouvelle interprétation des grands moments historiques comme 1848, la Commune de Paris, l'AIT ou l'épisode du Benevento, cela serait déjà louable. Mais l'ambition de Manfredonia ne s'arrête pas là. Par sa reconstruction, il veut nous donner des outils et des éléments de réflexion pour la période actuelle, comme il l'expose de façon passionnée et convaincante dans l'introduction. De ce point de vue, on saluera deux choses : d'une part l'analyse, toujours nécessaire mais ô combien fondamentale, de Proudhon – dont on peut se demander si la portée théorique, spirituelle et militante n'a malheureusement pas été annihilée par l'extrémisme marxiste, pour ne pas dire la démagogie socialiste, jusqu'au sein du mouvement libertaire ; d'autre part, la relecture de Bakounine qui, précisément, a dû se positionner par rapport au marxisme, mais à quel prix ?

La limite de l'exercice réside dans l'époque elle-même dont les conditions sociologiques, intellectuelles et morales ne sont pas exactement celles que le monde connaît actuellement. Même si l'on peut trouver des points d'appui ou des éléments de comparaison, on ne refait pas l'histoire. Manfredonia évite heureusement ce risque, nous épargnant au passage les querelles byzantines et factionnelles qui en découlent. Il est probable que le même travail portant sur la première moitié du XXe siècle nous apporterait beaucoup plus, si possible. On ne peut donc que souhaiter que l'auteur s'y lance, même si la tâche s'étendant à d'autres pays et à des situations encore plus vastes risque d'être plus rude. Mais combien précieuse elle sera, à condition de ne pas retrouver l'avalanche surprenante de coquilles qui parsèment ce livre, sans parler d'une couverture post-dadaïste quelque peu décalée, et de bénéficier d'un index qui serait éminemment utile.

En tous les cas, cet ouvrage extrêmement riche, où l'érudition est mise au service de la connaissance et de la réflexion, est absolument à mettre dans les mains de ceux qui veulent vraiment connaître l'anarchisme et construire un autre présent.

Philippe Pelletier



Manfredonia Gaetano (2007) : *Anarchisme & changement social, insurrectionnalisme, syndicalisme, éducationnisme-réalisateur*. Lyon, Atelier de création libertaire, 354 p.

Un regard noir

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les anarchistes français survécurent tant bien que mal. Entre la Résistance, le pacifisme, le «dos rond» et la débrouillardise chacune ou chacun essayait de marcher entre les gouttes d'eau. C'est du moins ce qu'on essaye de nous inculquer, mais le tableau était-il si sombre?

Michel Sahuc avec son livre *Un regard noir. La mouvance anarchiste française au seuil de la Seconde Guerre mondiale et sous l'occupation nazie* (1936-1945) éclaire avec succès notre lanterne. Paru aux Éditions du Monde libertaire, l'ouvrage est divisé en deux parties. La première va des années trente à la veille de la guerre, retraçant «grandeurs et misères» du mouvement anarchiste français entre Front populaire et révolution en Espagne. La seconde partie couvre l'occupation allemande et, pour faire court, «entre collaboration et Résistance, le mouvement anarchiste clandestin». Certes, a prori le bilan nous a toujours été présenté de manière sombre, plus «gros dos rond» que miltantisme[1] mais les recherches de Michel Sahuc remettent les pendules à l'heure. C'est entendu, les miroirs aux alouettes étaient là pour attirer ceux qui ne voulaient ni d'Hitler ni de la guerre des impérialismes mais le bilan n'est pas aussi noir (*sic*) qu'on a voulu nous le faire croire.

Le mouvement anarchiste français, affaibli au niveau organisationnel car divisé devant le problème espagnol, n'a pas su réagir collectivement face à l'occupation nazie. Quand les camarades du mouvement espagnol investissaient les maquis, étaient présents dans les armées alliées, les anarchistes français étaient dispersés dans des actions individuelles, voire antinomiques.

Pour la première fois en langue française, Michel Sahuc a rassemblé témoignages et documents sur le rôle et le comportement des anarchistes français durant la période de la Seconde Guerre mondiale. On s'étonnera peut-être que le rassemblement des forces libertaires n'ait pas eu lieu. Mais des divergences existaient comme, par exemple, entre les anarchistes «pur jus» et les syndicalistes *sui generis*. Elles existaient dans les années 1930 et perdureront dans les années 1950. Quand bien même en région parisienne existait une entente qui rassemblait, entre autres, des anciens de l'UA, de la FA, de la CGTSR pour à leur mesure réorganiser le mouvement libertaire (page 116). On y trouvait des militants aussi différents que May Picqueray, Henri Bouyé, Louis Louvet ou Julien Toublet.

Le grand mérite de Michel Sahuc est (répétons-le) d'avoir amené à notre connaissance toute les réponses diverses du mouvement anarchiste français à l'occupation allemande. Chacune et chacun pourra retrouver à redire sur tel ou tel détail[2]. Mais tout est réuni dans un seul ouvrage. Comme les participantes et les participants de cette période de notre histoire ne vivent plus que dans notre mémoire, nous ne pouvons plus les interroger, mais?

Pour ma part, on peut regretter que la majorité des camarades anarchistes français n'aient pas été de la trempe d'Albert Guigui-Théral «militant anarchiste et avant tout syndicaliste» (1903-1982) qui pouvait parler d'égal à égal avec Jean Moulin! (page 77) Voilà, excellente lecture!

Thierry Porré
Groupe Pierre-Besnard.

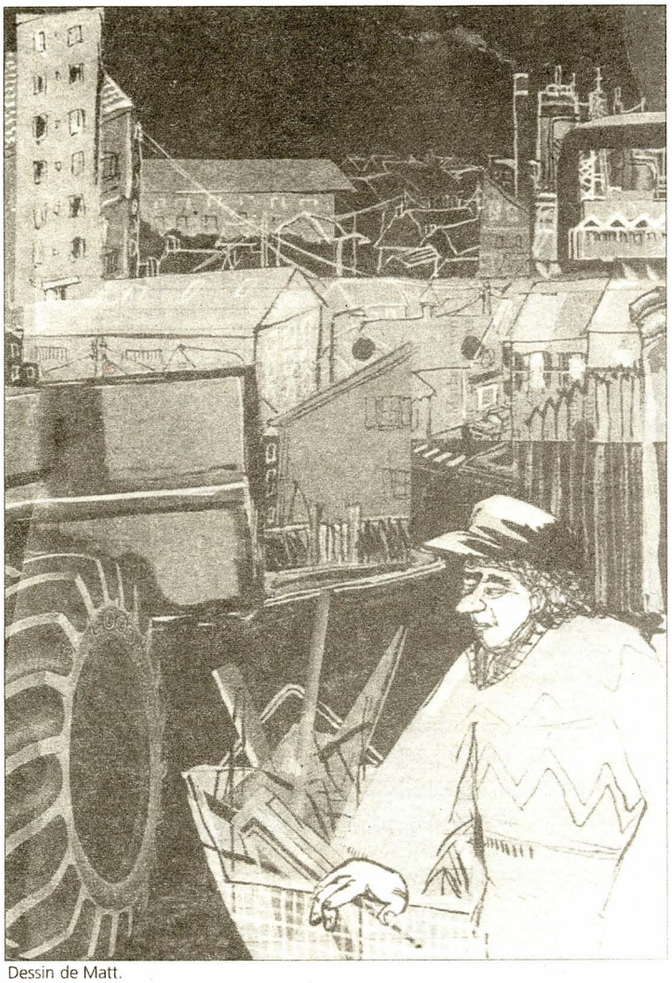
Michel Sahuc, *Un regard noir. La mouvance anarchiste française au seuil de la Seconde Guerre mondiale et sous l'occupation nazie* (1936-1945) chez Syllepses.

---

1. Si on jette un œil sur ce qui se passait dans le mouvement révolutionnaire antistalinien, le problème était présent. Les militants trotskistes se posaient le problème d'œuvrer au milieu des organisations collaborationnistes de Vichy. Cf. le livre de Michel Lequenne *Le Trotskisme, une histoire sans fard* paru aux Éditons Syllepse.

2. Par exemple, il est noté que Pierre Besnard avait adhéré à la Légion des combattants de Pétain et que Julien Toublet (secrétaire de la CGTSR) se serait un moment rallié à la Charte du travail du maréchal (pp. 69/70). Pour l'auteur de *L'Éthique du syndicalisme*, il s'en serait expliqué à la Libération. Mais dans quel contexte se serait-il fourvoyé, le saura-t-on vraiment un jour? Pour Julien Toublet, pour l'avoir côtoyé à l'Alliance syndicaliste dans les années 1970, il nous a toujours déclaré que les contacts qu'il avait eus avec des anciens de la CGT ralliés à Vichy (anticommunistes, libertaires voire anciens staliniens...) étaient pris en accord avec les camarades de la CGTSR restés sur Paris. De plus, il n'y allait jamais seul. Signataire de la convention collective des ouvriers du bijou pour la CGTU, ayant conservé les contacts après son adhésion à la CGTSR, il était la cible rêvée pour ceux qui étaient passés du côté de Vichy. De plus, que des camarades plus anarchistes que syndicalistes lui en aient toujours voulu, c'est sûr.

À quelques pas de l'usine



Dessin de Matt.

Jean-Pierre Levaray, l'auteur de *Putain d'usine*, sort un nouveau livre. *à quelques pas de l'usine* est un recueil de dix-huit nouvelles. On y découvre une humanité décalée qui cohabite avec un site AZF. Des histoires vraies.

Après avoir abordé le quotidien des ouvriers d'une usine chimique de la région rouennaise dans des livres comme *Putain d'usine*, *Classe fantôme*, *Une année ordinaire*, *Tranches de chagrin* ou *Des nuits en bleus*, après nous avoir présenté son père dans un livre touchant, *Du parti des myosotis*, Jean-Pierre Levaray nous parle à présent d'une poignée de gens ordinaires qui vivent autour de l'entreprise où il pointe depuis trente-cinq ans.

À quelques pas de l'usine Grande Paroisse, juste à la lisière des grillages qui ceinturent l'entreprise, il y a le Vieux-Bourg. Il n'était pas question de périmètres Seveso en ces temps-là. Après guerre, la municipalité a laissé tomber ce quartier un peu délabré pour construire une ville nouvelle plus loin, sur les hauteurs. Confort moderne oblige. Place aux immeubles neufs, du moins pour ceux qui avaient les moyens de quitter les vieilles maisons en briques pour payer le loyer des appartements dernier cri.

Comme pour tourner la page et bien montrer le chemin parcouru, ce qui était un quartier comme les autres fut alors appelé le « Vieux-Bourg ». C'est là qu'habitent toujours des personnes âgées, des chômeurs, des Rmistes, des travailleurs d'origine étrangère. Quelques commerces ont survécu. Des bars-hôtels-pensions-meublés. Un restaurant. Le tout baignant dans une pollution étouffante.

Noir c'est noir. Les personnages de Jean-Pierre Levaray ne pètent pas la santé. La vieillesse, l'alcool, le cancer, les histoires glauques et la folie grignotent le Vieux-Bourg. Le premier portrait dépeint un vieux qui récupère de la ferraille dans un Caddie pour gagner quelques euros. Le pauvre homme fait partie de ces fantômes que l'on croise sans les voir. Jusqu'au jour où... On rencontre plus loin un militant CGT, bouliste virtuose, qui trépassa après son dernier tournoi de pétanque. Trop de tabac, de pastis, sans parler des vapeurs acides et des poussières irritantes. Le Vieux-Bourg a aussi son artiste, André. Un bar propose une exposition permanente de ses œuvres. Paysages rageurs et nus débridés à faire pâlir Gustave Courbet s'offrent à tous les regards.

Et puis, il y a la brochette des déracinés. Le berger portugais qui termina ses jours à l'hôpital psychiatrique. Le Cesare qui reçoit la police avec un fusil de chasse avant de construire une réplique de la grotte de Lourdes dans son jardin. Le Driss qui grille ses économies dans un projet de bananeraie. Le couple cauchois qui laisse une ferme à Bréteville-en-Caux pour venir perdre la raison « à la ville ». Il y a encore Abdelkrim, ancien instituteur algérien devenu ouvrier maçon pour fuir les balles du GIA.

À quelques pas de l'usine, nous sommes loin du parcours sans faute, de l'ascension sociale rêvée. Pas d'happy end à l'horizon, même accidentelle. Les gens modestes jouent au Loto sans jamais gagner. Une vie merdique de A à Z avec des gosses pas faciles à élever, des fins de mois difficiles, des ruptures, des pétages de plomb. « Nobody's born to lose... », chante Little Bob. Et pourtant...

Les habitants du Vieux-Bourg passent sur terre sans se faire remarquer. Ils sont vite oubliés quand ils disparaissent. Les deux ou trois mots que Jean-Pierre Levaray a pu dire d'eux les raccrochent in extremis à la communauté des vivants.

Paco

Jean-Pierre Levaray, *à quelques pas de l'usine*, éditions Chant d'orties, 123 pages. 11 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire.

Bulletin anti-paroissial

EN TANT QU'ANARCHISTES, nous sommes de ceux qui n'ont pas peur, ni des « autres », quel que soit leur lieu de naissance, ni des religions.

Ce n'est pas la peur, mais la lucidité et la réflexion qui nous montrent les religions pour ce qu'elles représentent dans l'histoire de l'espèce humaine : des instruments d'abrutissement, des excréments de l'intelligence.

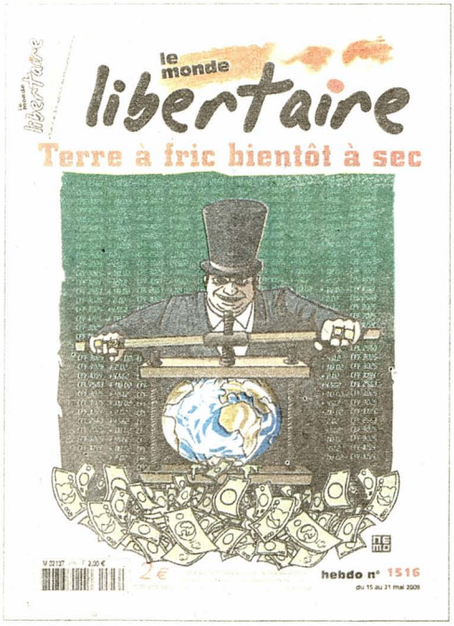
Nous n'avons pas plus peur de l'islam que du christianisme, du judaïsme, du bouddhisme ou de toutes les autres « insultes à la raison », comme le précisait Condorcet.

C'est sans haine et sans crainte que nous combattons les cléricaux islamistes, béliers utilisés aujourd'hui par toutes les autres formes cléricales prêtes à s'engouffrer partout ailleurs dans le monde.

Là où la religion doit imprégner tous les actes de la vie privée et publique, cette imprégnation est totalitaire et ce totalitarisme est l'apanage de toutes les religions.

Jacques Marcel
un bon zigue de Rennes

Abonnez-vous !



Photographie de Daniel Maunoury.

ON PEUT maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site **www.trouverlapresse.com** un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez le *Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Radio libertaire

Jeudi 29 mai

Jus de rue (08 h 30). La parole aux gens de la rue. Revue de presse et microtrottoir, par Philippe et Casquette.

Radio cartable (14 heures). La radio des enfants. Émission réalisée par les élèves des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 heures). Éduquer à la résistance à la guerre. En présence de Jean-Marie Borgraeve, auteur de *Un instituteur à l'école des enfants*.

Les enfants de Stonewall (19 h 30). Hors série trans'et intersexe: actualité, information, débats, culture LGBT (lesbienne, gay, bi et trans).

Vendredi 30 mai

Place aux fous (13 heures). Musique. Entretien avec le duo électro-trash expérimental Deviance. Deux poétesses, Sick Lust et So. Noël, pour un album oscillant entre le déjanté grave et le sauvage halluciné.

Les oreilles libres (14 h 30). Musiques engagées. Pour un rock libertaire…

Koumbi (16 heures). Chroniques africaines. Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes.

Nuit Léo 38 (00 h 30). La night!

Samedi 31 mai

Réveil Hip Hop (08 heures). Culture Rap.

Salon du livre libertaire (10 heures). Antenne spéciale. Retransmission toute la journée, de 10 heures à 20 heures, en direct de l'Espace des Blancs-Manteaux (Paris 4e): débats, interviews d'écrivains, etc. La grille habituelle des programmes est suspendue pour l'occasion.

Dimanche 1er juin

Goloss trouda, la voix du travail (08 heures). Émission franco-russe.

Salon du Livre Libertaire (10 heures). Antenne spéciale. Retransmission toute la journée, de 10 heures à 16 heures, en direct de l'Espace des Blancs-Manteaux (Paris 4e): débats, interviews d'écrivains, etc. La grille habituelle des programmes est suspendue pour l'occasion.

Échos et frémissements d'Irlande (18 h 30). Musiques celtiques. Par Diane, de l'association irlandaise.

Désaxés (20 h 30). Le ciné en zone libre. Nachi et Raki parlent des films du moment…

Lundi 2 juin

Lundi matin (11 heures). Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Les partageux de la Commune (13 heures). Commune de Paris. L'Histoire revue par Jean-Jacques.

Flamencamente (14 h 30). Le magazine du flamenco.

Les mangeux d'terre (18 heures). Émission écolo-libertaire. La désobéissance civile, avec Xavier Renou, du collectif Désobéir.net.

Le Monde merveilleux du travail (19 h 30). Anarcho-syndicalisme. L'actualité des luttes professionnelles.

Ça urge au bout de la scène (21 heures). Actualité de la chanson. Par les deux Bernard.

Mardi 3 juin

Le Parisien libertaire (8 heures). Faut libérer Paris! L'actualité parisienne et l'agenda militant, par Greg et Davou.

L'idée anarchiste (14 h 30). Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques ou actuels.

Pas de quartiers (18 heures). PdQ reçoit Ambre Ivol de retour de Boston, États-Unis, où elle a rencontré – la veinarde – Howard Zinn, historien défrisant du peuple des États-Unis… Tous à vos galènes fluos!

Paroles d'associations (19 h 30). Magazine de la vie associative et culturelle. Par Sylvie.

Radio libertaria (20 h 30). Émission de la CNT/AIT. Actualités militantes.

Muzar (22 h 30). Autour de l'art contemporain. Par Nathalie McGrath.

Mercredi 4 juin

Petits matins pour le grand soir (08 heures). Idées noires. Émission militante par Nathan, Salah et Rafaël de la Fédération anarchiste.

Court-circuit (09 h 30). Philosophie, arts et politique. Par Patrice Alain.

Blues en liberté (10 h 30). Émission musicale de blues. Banjo et blues, Afrique et États-Unis. Par Thierry Porré.

Sans toit ni loi (12 heures). Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures). Littérature & Cinéma. L'invité littéraire, par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres (18 h 30). Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Avec Claudie Lesselier, du Rajfire, et le Graf (Groupe asile femmes), témoignages de femmes demandeuses d'asile.

Ras les murs (20 h 30). Actualités des luttes de prisonniers.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 29 mai

Paris Ve

La CNT vous invite à l'université Sorbonne nouvelle fêter mai 1968 sur le thème « 1968-2008… N'effacez pas nos traces! », titre du nouvel album de Dominique Grange mis en images par Tardi, à partir de 18 heures, 13, rue de Santeuil. Concert de Dominique Grange. Dédicace du livre-CD par Dominique Grange et Tardi.

Vendredi 30 mai

Ivry (94)

20 heures. *Les auteurs s'amusent*. Spectacle de textes et de chansons mis en scène par Marie-Silvia Manuel avec trois comédiens, Marie-Silvia ManueL, Annick Roux, Cédric Colas, et un pianiste, Léo Nissim. Forum Léo-Ferré. 11, rue Barbès, Tél. 01 46 72 64 68. Métro: Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. En tramway: station iPorte-d'Ivry.

Saint-Denis (93)

À 19 heures. Les contestataires et les médias. Projection et commentaire du film de Damien DoignotJosé Bové. *Le cirque médiatique*. Cette séance se posera la question: « Peut-on se servir des médias sans s'y asservir? » Conférence organisée par l'Acrimed et le Plan B. Présentation de Pierre Rimbert. La Dionyversité: université populaire de Saint-Denis. Bourse du Travail de Saint-Denis. Site: upopstdenis.1901.org

Samedi 31 mai

Ivry (94)

20 heures. Xavier Lacouture dans son nouveau spectacle *Brokantology*, accompagné par Thierry Garcia à la guitare. Forum Léo-Ferré. 11, rue Barbès, Tél. 01 46 72 64 68. Métro: Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry.

Paris XVIIIe

Pour cause de Salon du livre libertaire, la bibliothèque la Rue est fermée.

Du lundi 2 juin au samedi 7 juin

Besançon (25)

17e Fête du livre jeunesse de Palente. Thème: des rencontres belles et rebelles. Des auteurs et des illustrateurs présents le vendredi et samedi; des ateliers et des spectacles; des rencontres – conférences; des expositions, des lectures. Samedi après-midi: grande vente au déballage du livre jeunesse. Horaires: de 14 heures à 19 heures les mercredi, jeudi, vendredi; de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures le samedi. La librairie L'Autodidacte et le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste seront présents. MJC Palente, place des Tilleuls.

Mardi 3 juin

Saint-Denis (93)

19 heures. La vie de Wilhelm Reich: médecin et psychanalyste. Wilhelm Reich (1897-1957) crée une nouvelle thérapie qui s'appelle successivement analyse caractérielle, végétothérapie et orgonothérapie… Il milite avec les socialistes et les communistes en Autriche et en Allemagne. Il les quittera pour suivre une route libertaire, tout en refusant de se qualifier d'anarchiste. Présentation de Jacques Lesage de La Haye. Soirée organisée par la Dionyversité: université populaire de Saint-Denis. Bourse du Travail de Saint-Denis. dionyversite.org

Paris Ve

20 heures. François Corbier en concert à la Sorbonne, rue de la Sorbonne, *3e planète du système solaire*. Amphi Richelieu. Concert gratuit.

Mercredi 4 juin

Caen (14)

Rassemblement à 16 heures au TGI de Caen en soutien à JB, jeune militant libertaire qui passe en procès suite à une interpellation pendant le mouvement anti-LRU.

Jeudi 5 juin

Saint-Denis (93)

19 heures. Femmes philosophes, femmes révolutionnaires: les femmes philosophes et la révolution française. Étude d'Olympe de Gouges et de Mme de Staël. Présentation de Michel Paraire. Soirée organisée par la Dionyversité: université populaire de Saint-Denis. Bourse du Travail de Saint-Denis. dionyversite.org

Vendredi 6 juin

Ivry (94)

20 heures. Soirées de soutien au Forum: Michel Boutet, Hélène Maurice, Véronique Pestel et Jean-Michel Piton. Forum Léo-Ferré. 11, rue Barbès, Tél. 01 46 72 64 68. Métro: Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry. En tramway: station Porte-d'Ivry.

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 h 30. « Terrorisme alimentaire, agriculture totalitaire ». Soirée débat sur les pesticides, OGM, et autres menaces. Avec l'intervention de trois producteurs locaux: maraîchage, fruits, apiculture. À la maison du Royans. Soirée organisée par le groupe la Rue Râle de la FA en partenariat avec Activ'Royans.

Samedi 7 juin

Dijon (21)

Conférence-débat: « Les multinationales en Afrique, un frein à l'émancipation des peuples », à 15 heures à la maison des Associations, 2, rue des Corroyeurs. Organisée par le groupe libertaire et la CNT 21.

Tous au meeting Vendredi 30 mai

Bourse du travail de Saint-Denis

Métro Porte-de-Paris – ligne13

18h30: Une lecture révolutionnaire et libertaire de Mai 1968 avec la participation de Jacques Baynac (historien), Jean-Pierre Duteuil (du Mouvement du 22-Mars), Hélène Hernandez (militante anarcha-féministe).

21 heures: L'esprit de Mai dans les luttes d'aujourd'hui, avec la participation de Nathalie Bonnet (syndicaliste cheminote), Kamel Tafer (syndicaliste étudiant), Hugues Lenoir (Chroniques syndicales de Radio libertaire), Élisabeth Claude (Femmes libres de Radio libertaire).

Photographie de Daniel Maunoury.